

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-PAULIN**

À une séance ordinaire du conseil municipal de la municipalité de Saint-Paulin, comté de Maskinongé, P.Q., tenue sans public, au Centre multiservice Réal-U.-Guimond, 3051 rue Bergeron, Saint-Paulin, conformément à la résolution numéro 305-12-2000, ce mercredi deuxième jour de décembre deux mille vingt à 20 heures et à laquelle sont présents, Monsieur le maire Claude Frappier et les conseillers :

- Madame Claire Boucher
- Monsieur André St-Louis
- Madame Laurence Requilé
- Monsieur Jacques Frappier
- Monsieur Mario Lessard

formant quorum sous la présidence de monsieur le maire.

Le secrétaire-trésorier, monsieur Ghislain Lemay, est aussi présent.

Participe aussi à la séance que monsieur Louis-Alexandre Caron, préposé au soutien communautaire et responsable de l'informatique.

Comme la séance a lieu huis clos, il n'y a pas de public.

OUVERTURE DE LA SÉANCE

Ouverture de la séance, par monsieur le maire, à 20 h 43.

Considérant que toute la Mauricie, dont fait partie la municipalité de Saint-Paulin, a été déclarée en zone rouge (palier 4 – alerte maximale), depuis le 24 octobre 2020;

Considérant l'arrêté ministériel 2020-0074 du 2 octobre 2020, précise les obligations à suivre pour la tenue des séances des conseils municipaux pour les municipalités qui sont en zone rouge;

Pour cette séance, les membres du conseil municipal ont décidé de tenir la présente séance en présentiel mais, sans public, comme demandé par la Santé publique.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Résolution no 302-12-2020

Il est proposé par madame Claire Boucher, appuyé par monsieur Jacques Frappier, et il est résolu d'adopter l'ordre du jour :

L'ordre du jour est :

1. ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- 1.1 Ouverture de la séance
- 1.2 Adoption de l'ordre du jour
- 1.3 Adoption des procès-verbaux :
 - Séance ordinaire du 4 novembre 2020
 - Séance d'ajournement du 9 novembre 2020
 - Séance extraordinaire du 16 novembre 2020
 - Séance extraordinaire du 27 novembre 2020
- 1.4 Dépôt sommaire de la correspondance reçue
- 1.5 Adoption et approbation des comptes

- 1.6 Adoption des prévisions budgétaires 2021, du programme de dépenses en immobilisations 2021, 2022 et 2023 et fixant le taux de taxes ainsi que les compensations pour les différents services :
 - Avis de motion
 - Dépôt du projet de règlement lequel portera le numéro deux cent soixante-treize (273)
- 1.7 Extrait du registre public des déclarations faites par un membre du conseil
 - Dépôt
- 1.8 Fermeture du bureau municipal - Période des fêtes
- 1.9 Emploi d'été Canada 2021
- 1.10 PG Solutions inc.
 - Renouvellement des contrats
- 1.11 Plan stratégique de développement 2017-2021
Compte rendu secteur « Administration générale »

2. SÉCURITÉ PUBLIQUE

- 2.1 Regroupement des services de sécurité incendie de la MRC de Maskinongé
- 2.2 Service de sécurité incendie de Saint-Paulin
 - Achat d'équipements
- 2.3 Plan stratégique de développement 2017-2021
Compte rendu secteur « Sécurité publique »

3. TRANSPORT

- 3.1 Opérations de déneigement
- 3.2 Plan stratégique de développement 2017-2021
Compte rendu secteur « Transport »
 - Ministère des Transports – Accusé réception de la résolution no 240-09-2020 – Problématique de vitesse excessive rang Renversy

4. HYGIÈNE DU MILIEU

- 4.1 Site de recyclage des résidus verts
 - Frais pour l'année 2021
- 4.2 Dossier assainissement des eaux usées et d'aqueduc, secteur Lac-Bergeron
 - Certificat de réception définitive des ouvrages excluant le poste de pompage
- 4.3 Formation spécifique pour les opérateurs municipaux en assainissement des eaux
 - OW-2 Étang aéré
- 4.4 Plan stratégique de développement 2017-2021
Compte rendu secteur « Hygiène du milieu »
 - Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques – Indexation redevances 2021 et fusion des redevances

5. SANTÉ ET BIEN ÊTRE DES CITOYENS

- 5.1 Plan stratégique de développement 2017-2021
Compte rendu secteur « Santé et bien-être des citoyens »

6. AMÉNAGEMENT, URBANISME ET ZONAGE

- 6.1 Le Comité Industriel de St-Paulin inc.
 - Subvention
- 6.2 Corporation des officiers municipaux en bâtiment et en environnement du Québec (COMBEQ)
 - Adhésion 2021
- 6.3 Plan stratégique de développement 2017-2021
Compte rendu secteur « Aménagement, urbanisme et zonage »

7. LOISIRS ET CULTURE

- 7.1 O.T.J. St-Paulin inc.
 - Subvention 2020

7.2 Bibliothèque municipale

- Achat de livres 2020

7.3 Patinoire extérieure

- Fonctionnement au niveau de la Santé publique

7.4 Plan stratégique de développement 2017-2021

Compte rendu secteur « Loisirs et culture »

- Réseau BIBLIO CQLM – Communiqué - 27 nouvelles chutes à livres pour les bibliothèques publiques de 27 municipalités rurales

8. PAROLE AU PUBLIC

9. AJOURNEMENT DE LA SÉANCE AU 16 DÉCEMBRE 2020 À 19H30

=====

Conformément à l'article 164 du Code municipal, monsieur le maire soumet cette proposition au vote des membres du conseil municipal. Tous les conseillers présents se prononcent en faveur de l'adoption de cette résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

**ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL
DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 4 NOVEMBRE 2020**

Résolution no 303-12-2020

Les membres du conseil ont reçu à l'avance une copie du procès-verbal de la séance ordinaire du quatrième jour de novembre deux mille vingt.

Ils déclarent en avoir pris connaissance.

Il est proposé par madame Laurence Requilé, appuyé par monsieur André St-Louis, et il est résolu que le procès-verbal de la séance ordinaire du quatrième jour de novembre deux mille vingt soit adopté tel que rédigé.

=====

Conformément à l'article 164 du Code municipal, monsieur le maire soumet cette proposition au vote des membres du conseil municipal. Tous les conseillers présents se prononcent en faveur de l'adoption de cette résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

**ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL
DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 9 NOVEMBRE 2020**

Résolution no 304-12-2020

Les membres du conseil ont reçu à l'avance une copie du procès-verbal de la séance d'ajournement du neuvième jour de novembre deux mille vingt.

Ils déclarent en avoir pris connaissance.

Il est proposé par madame Laurence Requilé, appuyé par monsieur André St-Louis, et il est résolu que le procès-verbal de la séance d'ajournement du neuvième jour de novembre deux mille vingt soit adopté tel que rédigé.

=====

Conformément à l'article 164 du Code municipal, monsieur le maire soumet cette proposition au vote des membres du conseil municipal. Tous les conseillers présents se prononcent en faveur de l'adoption de cette résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

**ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL
DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 16 NOVEMBRE 2020**

Résolution no 305-12-2020

Les membres du conseil ont reçu à l'avance une copie du procès-verbal de la séance extraordinaire du seizième jour de novembre deux mille vingt.

Ils déclarent en avoir pris connaissance.

Il est proposé par madame Laurence Requilé, appuyé par monsieur André St-Louis, et il est résolu que le procès-verbal de la séance extraordinaire du seizième jour de novembre deux mille vingt soit adopté tel que rédigé.

=====

Conformément à l'article 164 du Code municipal, monsieur le maire soumet cette proposition au vote des membres du conseil municipal. Tous les conseillers présents se prononcent en faveur de l'adoption de cette résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

**ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL
DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2020**

Résolution no 306-12-2020

Les membres du conseil ont reçu à l'avance une copie du procès-verbal de la séance extraordinaire du vingt-septième jour de novembre deux mille vingt.

Ils déclarent en avoir pris connaissance.

Il est proposé par madame Laurence Requilé, appuyé par monsieur André St-Louis, et il est résolu que le procès-verbal de la séance extraordinaire du vingt-septième jour de novembre deux mille vingt soit adopté tel que rédigé.

=====

Conformément à l'article 164 du Code municipal, monsieur le maire soumet cette proposition au vote des membres du conseil municipal. Tous les conseillers présents se prononcent en faveur de l'adoption de cette résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE

Dépôt sommaire de la correspondance reçue.

PRÉSENTATION DES COMPTES

DÉBOURSÉS

Pour remplacer le chèque no 8736 en date du
9411 12-09-2019 à
Entreprises G.N.P. inc. au montant de 22
859.80\$

9412	SERVICES SANITAIRES ASSELIN INC. Vers. 2020-10 : 2 collectes - enlèvement des ordures ménagères		2 913.67 \$
9413	FONDS D'INFORMATION SUR LE TERRITOIRE Fact 202003106852: 5 avis de mutation		25.00 \$
9414	SOGETEL INC. Fact 8926281 - 268-2026 Fact 8926407 - 101-2439 Fact 8926408 - 268-2739 Fact 8926409 - 268-5594 Fact 8926410 - 268-5139	692.06 \$ 23.00 \$ 109.22 \$ 91.33 \$ <u>48.28 \$</u>	963.89 \$
9415	ASSOCIATION DES CHEFS EN SÉCURITÉ INCENDIE DU QUÉBEC Fact 28705: Barettes 10 ans		24.09 \$
9416	ATELIER SRM Fact 5138: Réparation compresseur poste Laferté Fact 5139: Entretien des trois compresseurs	287.84 \$ <u>31.82 \$</u>	319.66 \$
9417	BELL GAZ LTEE Fact 1176672: Propane - garage Fact 1176673: Propane - caserne	170.05 \$ <u>357.05 \$</u>	527.10 \$
9418	BERGERON GILLES A. Fact 45759: Lampes pour bâtisse 2871-2873, Lafèche Fact 46221: Lampes pour bâtisse 2871-2873, Lafèche	63.93 \$ <u>95.89 \$</u>	159.82 \$
9419	BÉTONNIÈRES MOBILES BOISVERT INC. Fact 1562: Béton pour slab de béton écocentre		811.04 \$
9420	BÉTON PROVINCIAL Fact 01-716652: Regards - canalisation rue Damphousse		4 803.67 \$
9421	LES ENTREPRISES BRODEUR ET LESSARD LTEE Fact 13836: Excavatrice résidus de bois - écocentre Fact 13882: Voirie Petit-Fief et rue Plourde Fact 13883: Entretien pluvial rue Plourde et travaux écocentre Fact 13884: Voirie rue Brodeur et rue Guimond Fact 13886: Voirie Bout-du-Monde et rue Guimond Fact 13887: Voirie Bout-du-Monde et écocentre Fact 13890: Excavatrice pour branches - écocentre Fact 13891: Entrée d'eau et égout rue Damphousse pour vente de terrain lots 108-109 Fact 13894: Niveleuse rang Concession Fact 13898: Travaux pluvial rue Damphousse dûs à la vente de terrain Fact 13899: Entretien pluvial rue Matteau Fact 13925: Replacer regard - chemin Canton-de-la-Rivière	132.22 \$ 1 856.01 \$ 1 363.03 \$ 1 661.39 \$ 646.74 \$ 390.92 \$ 137.97 \$ 275.94 \$ 206.96 \$ 10 520.21 \$ 462.78 \$ <u>195.46 \$</u>	17 849.63 \$

9422	CM3R Fact 8181: Entretien génératrice		1 055.47 \$
9423	GROUPE CLR GMIN00144621: Mensualité téléavertisseurs		102.96 \$
9424	CONSTRUCTION ET AGRÉGATS LESSARD INC. CAL32214: Pierres et graviers - ponceaux rue Brodeur et voirie rue Guimond		1 139.01 \$
9425	COOKE ET FILS ENR. Fact 557644: Clés pour boîte postale - Centre multiservice Réal-U.-Guimond		73.58 \$
9426	EMCO CORPORATION 24638116-00: Réparation pluvial rue Plourde et construction pluvial rue Damphousse 24638131-00: Réparation pluvial rue Plourde 24638566-00: Installation pluvial rue Damphousse	3 251.12 \$ 96.56 \$ <u>1 762.65 \$</u>	5 110.33 \$
9427	EUROFINS ENVIRONEX Fact 632250: Analyse eaux usées Fact 632251: Analyse eau potable	281.12 \$ <u>462.78 \$</u>	743.90 \$
9428	EP4S INC. Fact 205241: Haie de cèdres poste de pompage Lac-Bergeron		2 897.37 \$
9429	EXCAVATION NORMAND MAJEAU INC. Fact 009015: Asphalte rue Brodeur		23 455.00 \$
9430	FELIX SECURITE INC. Fact 20025: Test hydro cylindre annuel		824.95 \$
9431	GAGNON MOTEUR ÉLECTRIQUE INC. Fact 10314: Entretien des pompes au poste de la station		515.36 \$
9432	GARAGE DANIEL & LOUIS FRAPPIER Fact 004902: Essence - camion rouge Fact 004904: Essence - débroussaillage lots 108-109 Fact 004914: Essence - citerne et autopompe Fact 004968: Essence - camion bleu Fact 005030: Essence - camion rouge Fact 005036: Essence - camion bleu Fact 005041: Essence - citerne Fact 005081: Essence - camion bleu Fact 005084: Essence - camion rouge Fact 005089: Essence - tracteur Fact 005130: Essence - camion rouge Fact 005138: Entretien souffleur à neige Fact 005151: Essence - autopompe	68.98 \$ 25.00 \$ 120.00 \$ 70.05 \$ 123.27 \$ 70.00 \$ 65.00 \$ 65.00 \$ 80.00 \$ 45.00 \$ 139.29 \$ 16.10 \$ <u>35.00 \$</u>	922.69 \$
9433	IMPRIMERIE GIGUERE LTEE Fact 24359: Impression bulletin municipal		966.71 \$

9434	LE GROUPE LAFRENIERE TRACTEURS STA-1033869: Entretien tracteur et tondeuse KUBOTA		223.27 \$
9435	LOCATION C.D.A. INC. Fact 73964: Location laveuse à tapis Fact 73987: Mèche et ancre coinçeur - outillage	1 759.12 \$ 31.86 \$	1 790.98 \$
9436	MAISON RONDEAU INC. Fact 180975: Vaisselles		2 410.46 \$
9437	MARCHE TRADITION CROISETIÈRE Tran 3: Eau et piles pour service incendie Tran 869: Dîner causerie des employés Tran 5007: Appâts à souris	30.56 \$ 67.16 \$ 2.49 \$	100.21 \$
9438	MOISSON MAURICIE/CENTRE-DU-QUÉBEC R271-11-2020: Aide financière Moisson Mauricie - r271-11-2020		241.92 \$
9439	MUNICIPALITE DE SAINTE-ELIE-DE-CAXTON Fact 200874: Service d'entraide au 3680, chemin du Canton-de-la-Rivière		563.43 \$
9440	PAVAGE GRAVEL INC. Fact 7426: Asphalte fissure chemin de la Grande Ligne		6 070.68 \$
9441	PG SOLUTIONS INC. STD41329: Serveur et installation		11 334.75 \$
9442	PLOMBERIE TECHNIC INC. Fact 6049: Creusage et recherche d'entrée d'eau - lots 108-109 sur la vente d'un terrain		91.98 \$
9443	CENTRE DE RENOVATION ST-PAULIN Fact 2067999: Scellant mousse - travaux pluvial et rue Plourde	19.63 \$	
9444	Fact 2068322: Vis pour travaux - sacristie Fact 2068359: Clé brute pour poubelle 4 coins Fact 2068390: Tuyau pour entretien génératrice voirie Fact 2068401: Peinture aérosol orange pour voirie Fact 2068505: Corde pour installation abri entrée rue Matteau Hotel de ville Fact 2068514: Aspenite pour abri entrée rue Matteau et outillages Fact 2068562: Scellant pour entretien pluvial rue Matteau Fact 2068606: Vis et attaches pour installation abri entrée rue Matteau Hotel de ville Fact 2068755: Matériel pour réparation boîte à ordures JAE-Lafèche Fact 3039997: Drain pour entretien pluvial rue Plourde Fact 3040010: Matériel pour entretien pluvial rue Plourde Fact 3040011: Raccord pour entretien pluvial rue Plourde	4.44 \$ 3.32 \$ 0.19 \$ 8.27 \$ 10.34 \$ 103.86 \$ 25.73 \$ 8.15 \$ 152.92 \$ 9.10 \$ 5.89 \$ 30.99 \$	

	Fact 3040178: Peinture de marquage pour voirie	26.88 \$	
	Fact 3040319: Appât à souris	13.21 \$	
	Fact 3040430: Scellant pour installation abri entrée rue Matteau Hotel de ville	9.65 \$	
	Fact 3040515: Outillage	6.42 \$	
	Fact 3040549: Bois pour réparation poubelle JAE-Lafèche	93.92 \$	532.91 \$
9445	SAMUEL GELINAS ELECTRIQUE INC. Fact 904: Photocell poste de surpression et lumière coin Allumettes et Lac Castor		146.60 \$
9446	SERVICES SANITAIRES ASSELIN INC. Vers. 2020-11: 2 collectes d'ordures ménagères - novembre 2020		2 913.67 \$
9447	SERVICES DE CHAUFFAGE NORMAND GUILLEMETTE INC. Fact 01112: Joint pompe circulateur - système de chauffage église		396.67 \$
9448	ENERGIES SONIC INC. Fact 46948: Diesel pour église		1 831.95 \$
9449	TECHNIC ALARME INC. Fact 84217: Ajuster système d'alarme garage		187.79 \$
9450	TRI ENVIRONNEMENT INC. Fact 4948: Levées métal, bois et déchets - écocentre		2 578.60 \$
9451	TURNER ELECTRO SERVICE Fact 26131: Batterie pour système d'alarme - sacristie		154.99 \$
	TOTAL DES DÉBOURSÉS		97 775.76 \$

PRÉLÈVEMENTS

989	HYDRO-QUÉBEC Fact 625-302-287-703 : Eclairage public		718.33 \$
990	HYDRO-QUÉBEC Fact 647-802-238-308 : 3050, chemin des Pionniers		3 293.33 \$
991	HYDRO-QUÉBEC Fact 650-502-489-165 : 3630, chemin des Cèdres		85.86 \$
992	HYDRO-QUÉBEC Fact 683-802-121-658 : 3051, rue Bergeron		1 463.43 \$
993	BELL MOBILITÉ INC. Fact 24-11-2020 : Mensualité cellulaire		75.26 \$
994	HYDRO-QUÉBEC		

	Fact 615-402-319-328 : 2871 rue Laflèche	1 216.22 \$
995	HYDRO-QUÉBEC Fact 615-402-319-329 : 2871 rue Laflèche	1 799.00 \$
996	HYDRO-QUÉBEC Fact 632-502-513-304 : 2067 rue Brodeur	1 800.14 \$
997	HYDRO-QUÉBEC Fact 632-502-513-305 : 2065 rue Brodeur	106.42 \$
998	HYDRO-QUÉBEC Fact 639-702-264-764 : 1801 rue Damphousse	169.93 \$
999	HYDRO-QUÉBEC Fact 654-102-232-063 : rue Lottinville	158.33 \$
1000	HYDRO-QUÉBEC Fact 654-102-232-064 : 1751 rue Matteau	300.04 \$
1001	HYDRO-QUÉBEC Fact 654-102-232-065 : 2700 rue de la Station	353.42 \$
1002	HYDRO-QUÉBEC Fact 673-002-472-711 : 1820 rue Damphousse	317.46 \$
1003	HYDRO-QUÉBEC Fact 691-002-459-766 : 2860 rue Laflèche	209.89 \$
	TOTAL DES PRÉLÈVEMENTS	12 067.06 \$
	TOTAL DES COMPTES À PAYER	109 842.82 \$

SALAIRES

Salaires des employés et des élus, numéros 514395 à 514468 inclusivement pour un montant total net de 30 214.83 \$.

CRÉDITS DISPONIBLES

Je soussigné, Ghislain Lemay, secrétaire-trésorier de la municipalité de Saint-Paulin, certifie que les crédits sont disponibles pour les dépenses ci-haut mentionnées.

Ghislain Lemay, secrétaire-trésorier

PAIEMENT DES COMPTES

Résolution no 307-12-2020

Il est proposé par monsieur Mario Lessard, appuyé par monsieur Jacques Frappier, et il est résolu que le paiement des comptes ci-haut mentionnés soit ratifié ou effectué.

=====

Conformément à l'article 164 du Code municipal, monsieur le maire soumet cette proposition au vote des membres du conseil municipal. Tous les conseillers présents se prononcent en faveur de l'adoption de cette résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RÈGLEMENT POUR L'ADOPTION DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2021, DU PROGRAMME DE DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS 2021, 2022 ET 2023 ET POUR FIXER LES TAUX DE TAXES AINSI QUE LES TAUX DES COMPENSATIONS POUR LES DIFFÉRENTS SERVICES
AVIS DE MOTION

Madame la conseillère Claire Boucher donne avis de motion que lors d'une prochaine séance sera présenté un règlement pour adopter les prévisions budgétaires 2021, le programme de dépenses en immobilisations 2021, 2022 et 2023 et pour fixer les taux de taxes ainsi que les taux des compensations pour les différents services.

PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO DEUX CENT SOIXANTE-TREIZE (273)
ADOPTION DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2021
FIXATION DU TAUX DES TAXES FONCIÈRES
FIXATION DES COMPENSATIONS POUR LES DIFFÉRENTS SERVICES
FIXATION DES MODALITÉS DE PAIEMENT
ET ADOPTION DU PROGRAMME DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS ANNÉES 2021, 2022 ET 2023
DÉPÔT

Dépôt du projet de règlement deux cent soixante-treize (273), lequel a pour objet d'adopter les prévisions budgétaires 2021, de fixer le taux des taxes foncières, de fixer les compensations pour les différents services, de fixer les modalités de paiement et d'adopter le programme des dépenses en immobilisations années 2021, 2022 et 2023.

Le projet de règlement est le suivant :

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-PAULIN

PROJET RÈGLEMENT NUMÉRO DEUX CENT SOIXANTE-TREIZE (273) :
ADOPTION DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2021
FIXATION DU TAUX DES TAXES FONCIÈRES
FIXATION DES COMPENSATIONS POUR LES DIFFÉRENTS SERVICES
FIXATION DES MODALITÉS DE PAIEMENT
ET ADOPTION DU PROGRAMME DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS, ANNÉES 2021, 2022 ET 2023

ATTENDU QUE le secrétaire-trésorier a déposé à la séance ordinaire du 4 novembre 2020, les deux (2) états comparatifs prévus à l'article 176,4 du Code municipal du Québec;

ATTENDU QUE le secrétaire-trésorier a donné, conformément à l'article 956, du Code municipal du Québec, un avis public le 2 décembre 2020 de la tenue de la séance extraordinaire consacrée seulement au budget et au programme des dépenses en immobilisations, années 2021, 2022 et 2023;

ATTENDU QUE le secrétaire-trésorier en vertu de l'article 956, du Code municipal du Québec, a rendu disponible, le projet de budget et le projet de programme triennal d'immobilisation aux membres du conseil, le 30 novembre 2020;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié le 2 décembre 2020 aux quatre endroits désignés par le conseil municipal et sur le site Internet de la municipalité;

ATTENDU QU'un avis de motion a régulièrement été donné lors de la séance ordinaire du 2 décembre 2020 par

ATTENDU QU'un projet de règlement numéro deux cent soixante-treize (273) : ADOPTION DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2021, FIXATION DU TAUX DES TAXES FONCIÈRES, FIXATION DES COMPENSATIONS POUR LES DIFFÉRENTS SERVICES, FIXATION DES MODALITÉS DE PAIEMENT ET ADOPTION DU PROGRAMME DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS, ANNÉES 2021, 2022 ET 2023 a été déposé lors de la séance ordinaire du conseil tenue le 2 décembre 2020;

ATTENDU QUE conformément à l'article 445, du Code municipal du Québec, l'objet du règlement et sa portée, son coût et, s'il y a lieu, le mode de financement, et le mode de paiement et de remboursement, ont été mentionnés avant son adoption;

EN CONSÉQUENCE :

Il est proposé par....., appuyé par, et il est résolu d'adopter le règlement numéro deux cent soixante-treize (273) intitulé: ADOPTION DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2021, FIXATION DU TAUX DES TAXES FONCIÈRES, FIXATION DES COMPENSATIONS POUR LES DIFFÉRENTS SERVICES, FIXATION DES MODALITÉS DE PAIEMENT ET ADOPTION DU PROGRAMME DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS, ANNÉES 2021, 2022 et 2023. Le présent règlement décrète et statue ce qui suit, à savoir:

ARTICLE 1

Que les prévisions budgétaires des activités financières de la municipalité de Saint-Paulin pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021 soient adoptées.

Total des revenus	3 132 414\$
Affectation du surplus accumulé et conciliation fiscale	317 817\$
Total :	3 450 231\$
Total des dépenses	2 315 301\$
Remboursement en capital	1 083 196\$
Transfert aux activités d'investissement	23 575\$
Réserve évaluation	5 040\$
Remboursement Fonds de roulement	23 119\$
Total :	3 450 231\$

L'annexe "A" fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2

Que les prévisions budgétaires des activités d'investissement de la municipalité de Saint-Paulin se terminant le 31 décembre 2021 soient adoptées. L'annexe "B" fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 3

Pour l'application de ce règlement, les expressions suivantes se définissent comme suit:

L'expression « BAC » se définit comme étant un bac roulant fermé et étanche de type « rouli-bac » à prise européenne, d'une capacité de 360 litres, de couleur bleue dont le couvercle doit être fermé.

L'expression «E.A.E.» comprend les exploitations agricoles enregistrées en vertu du règlement adopté en vertu de l'article 36.15 de la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Au niveau des E.A.E., l'application de ce règlement se fera conformément au régime de fiscalité municipale des exploitations agricoles qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

L'expression «UNITÉ DE LOGEMENT RÉSIDENTIEL» dite «LOGEMENT RÉSIDENTIEL» se définit comme étant:

- tout local à usage d'habitation tel que défini au sens de l'évaluation municipale qu'il soit habité ou non.

ou

- tout local aménagé de façon temporaire ou permanente permettant à une ou à des personnes d'y vivre de façon autonome, c'est-à-dire que ledit local permet à l'intérieur des lieux à la personne ou aux personnes d'y combler ses (leurs) besoins élémentaires comme se nourrir, se laver, se coucher, etc. Dans ce cas, aux fins d'application du règlement, le local doit être habité de façon continue ou non.

L'expression «NOUVELLES PRODUCTIONS ANIMALES DITES EXOTIQUES OU NON» se définit comme étant la garde et/ou l'élevage d'animaux pouvant se retrouver dans les catégories suivantes, de façon non limitative: bison, wapiti, sanglier, cerf de Virginie, cerf rouge, ratites (émeu, autruche, ...), etc.

L'expression «CLINIQUE MÉDICALE OU PROFESSIONNELLE» se définit comme étant un endroit où il y a au moins deux professionnels qui y opèrent (exemple: au moins deux médecins, un arpenteur et un comptable, etc.).

L'expression «BUREAU DE PROFESSIONNEL» se définit comme étant un endroit où il y a seulement un professionnel qui y opère comme un médecin, un dentiste, un notaire, etc.

Le mot «PISCINE» se définit comme étant une piscine intérieure ou extérieure ayant une hauteur de plus de soixante-quinze (75) centimètres.

Le mot «SPA» se définit comme étant un bassin d'eau chaude équipé de buses de massage qui envoient de l'eau sous pression mêlée d'air.

L'expression «CENTRE D'HÉBERGEMENT DE 10 PERSONNES ET PLUS» comprend tout établissement, toute maison de pension, toute résidence d'accueil, toute famille d'accueil de type commercial ou non qui accueillent 10 personnes et plus, adultes, personnes âgées ou enfants autres que les propriétaires et autres membres de la famille résidant à l'adresse du centre d'hébergement et cela peu importe la

classification qui peut être donnée audit établissement selon la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

L'expression «CENTRE D'HÉBERGEMENT DE 6 À 9 PERSONNES» comprend tout établissement, toute maison de pension, toute résidence d'accueil, toute famille d'accueil de type commercial ou non qui accueillent entre 6 et 9 personnes adultes, personnes âgées ou enfants autres que les propriétaires et autres membres de la famille résidant à l'adresse du centre d'hébergement et cela peu importe la classification qui peut être donnée audit établissement selon la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

ARTICLE 4

Que le taux de la taxe foncière 2021 soit établi à 1.00 \$ par 100,00 \$ d'évaluation sur tous les biens fonds imposables de la municipalité.

Sont comprises à l'intérieur du taux de 1.00 \$ par 100,00 \$ d'évaluation, les taxes spéciales suivantes :

- Une taxe spéciale au taux de 0,0163\$ par 100.00\$ d'évaluation sur tous les biens fonds imposables de la municipalité pour couvrir les remises en capital et en intérêts décrétées et imposées par le règlement numéro cent soixante-seize (176);
- Une taxe spéciale au taux de 0,0116\$ par 100.00\$ d'évaluation sur tous les biens fonds imposables de la municipalité pour couvrir les remises en capital et en intérêts décrétées et imposées par le règlement numéro cent soixante-dix-sept (177);
- Une taxe spéciale au taux de 0,0259\$ par 100.00\$ d'évaluation sur tous les biens fonds imposables de la municipalité pour couvrir les remises en capital et en intérêts décrétées et imposées par le règlement numéro cent quatre-vingt-cinq (185);
- Une taxe spéciale au taux de 0,0225\$ par 100,00\$ d'évaluation sur tous les biens fonds imposables de la municipalité pour couvrir les remises en capital et en intérêts décrétées et imposées par le règlement numéro cent quatre-vingt-neuf (189).
- Une taxe spéciale au taux de 0,0007\$ par 100,00\$ d'évaluation sur tous les biens fonds imposables de la municipalité pour couvrir les remises en capital et en intérêts décrétées et imposées par le règlement numéro cent quatre-dix (190).
- Une taxe spéciale au taux de 0,0315\$ par 100,00\$ d'évaluation sur tous les biens fonds imposables de la municipalité pour couvrir les remises en capital et en intérêts décrétées et imposées par le règlement numéro cent quatre-vingt-quatorze (194).
- Une taxe spéciale au taux de 0,0020\$ par 100,00 \$ d'évaluation sur tous les biens fonds imposables de la municipalité pour couvrir les remises en capital et en intérêts décrétées et imposées par le règlement numéro deux cent trois (203).
- Une taxe spéciale au taux de 0,0384\$ par 100.00\$ d'évaluation sur tous les biens fonds imposables de la municipalité pour couvrir les remises en capital et en intérêts décrétées et imposées par le règlement numéro deux cent quatre (204).
- Une taxe spéciale au taux de 0,0017\$ par 100,00 \$ d'évaluation sur tous les biens fonds imposables de la municipalité pour couvrir les remises en

capital et en intérêts décrétées et imposées par le règlement numéro deux cent quatorze (214).

- Une taxe spéciale au taux de 0,0404\$ par 100,00 d'évaluation sur tous les biens fonds imposables de la municipalité pour couvrir les remises en capital et en intérêts décrétées et imposées par le règlement numéro deux cent trente-deux (232).
- Une taxe spéciale au taux de 0,0145\$ par 100,00 \$ d'évaluation sur tous les biens fonds imposables de la municipalité pour couvrir les remises en capital et en intérêts décrétées et imposées par le règlement numéro deux cent trente-huit (238).
- Une taxe spéciale au taux de 0,0226\$ par 100,00\$ d'évaluation sur tous les biens fonds imposables de la municipalité pour couvrir les remises en capital et en intérêts décrétées et imposées par le règlement numéro deux cent quarante-deux (242).
- Une taxe spéciale au taux de 0.0665\$ par 100.00\$ d'évaluation sur tous les biens imposables de la municipalité pour couvrir les remises en capital et en intérêts décrétées et imposées par le règlement numéro deux cent cinquante (250)
- Une taxe spéciale au taux de 0.0455\$ par 100.00\$ d'évaluation sur tous les biens fonds imposables de la municipalité pour couvrir les remises en capital et en intérêts décrétées et imposées par le règlement numéro deux cent soixante (260).

Ce taux s'applique aussi aux E.A.E.

ARTICLE 5

Que la compensation pour le service d'alimentation en eau, pour l'année 2021, des abonnés du réseau d'aqueduc de la municipalité soit :

300,00 \$	pour chaque maison, chaque résidence ou chaque unité de logement résidentiel.
300,00 \$	pour chaque industrie ou chaque unité industrielle.
300,00 \$	pour chaque hôtel, chaque restaurant, chaque clinique médicale ou professionnelle, chaque garderie, chaque centre d'hébergement de 6 à 9 personnes.
300,00 \$	pour chaque chalet.
150,49 \$	pour chaque garage, chaque commerce de vente de marchandises, chaque bureau de professionnels, chaque salon de coiffure.
62,54 \$	pour chaque piscine.
31,27 \$	pour chaque SPA
300,00 \$	pour chaque bureau de poste.
150,49 \$	pour chaque cabane à sucre.
599,02 \$	pour chaque centre d'hébergement de 10 personnes et plus.

Et pour les fermes gardant des animaux, qu'elles soient E.A.E. ou non, la compensation est fixée comme suit:

300,00 \$	pour chaque maison de ferme ou chaque unité de logement résidentiel sur la ferme.
62,54 \$	pour chaque piscine
31,27 \$	pour chaque SPA
145,60 \$	comme tarif de base pour les bâtiments ou la ferme elle-même.
11,58 \$	pour chaque bête à cornes (bovins) de type laitier, à l'exception des veaux.
8,11 \$	pour chaque bête à cornes (bovins) de type boucherie, à l'exception des veaux.
1,22 \$	pour chaque mouton, chèvre ou porc.
5,86 \$	pour chaque cheval, âne, poney ou mulet.
3,71 \$	pour chaque centaine de volailles.

Pour l'application de cet article, tout contribuable propriétaire d'une entreprise agricole exploitée à plusieurs endroits pour son propre compte, sous son propre nom, et raccordée au réseau d'aqueduc municipal paie seulement un tarif de base annuel en plus du tarif résidentiel.

Et pour les unités d'évaluation qui ne sont pas des fermes et sur lesquelles se retrouvent quelques animaux s'ajoutent les tarifs suivants:

11,58 \$	pour chaque bête à cornes (bovins).
1,22 \$	pour chaque mouton, chèvre ou porc.
5,86 \$	pour chaque cheval, âne, poney ou mulet.
3,71 \$	pour chaque centaine de volailles.

Et pour les entreprises agricoles, qu'elles soient E.A.E. ou non, dites nouvelles productions animales, dites exotiques ou non, que la compensation pour le service d'alimentation en eau soit fixée comme suit:

- pour chaque production animale dite exotique ou non qui nécessite l'usage ou non de bâtiments, la compensation annuelle de base est fixée à 145,60 \$ à laquelle s'ajoute une compensation de 6,20 \$ pour chaque animal.

Et pour les fermes, qu'elles soient E.A.E. ou non, qui n'ont pas de bâtiments ou d'animaux, mais qui utilisent le service d'alimentation en eau pour diverses activités agricoles, comme l'arrosage, que la compensation soit fixée à 101,63 \$ pour chaque ferme.

Ce tarif s'applique aussi pour les terrains desservis par le service d'alimentation en eau dont le propriétaire demande à se servir dudit réseau pour arroser ses arbres, ses arbustes, etc.

Et pour les fermes situées sur le réseau d'aqueduc municipal, qu'elles soient E.A.E. ou non, qui gardent des animaux seulement durant la période du pâturage ou une partie de cette période, la tarification suivante s'applique :

- si les animaux proviennent d'autres fermes alimentées par le réseau d'aqueduc;

Aucune compensation n'est exigée pour les animaux. Cependant, le propriétaire de cette ferme doit payer, au prorata du nombre de mois, le tarif de base pour les bâtiments ou la ferme elle-même, si ledit tarif de base n'a pas déjà été payé pour un autre motif.

- si les animaux proviennent d'autres fermes non alimentées par le réseau d'aqueduc;

Le propriétaire de cette ferme doit payer, au prorata du nombre de mois, une compensation pour les animaux et le tarif de base pour les bâtiments ou la ferme elle-même, si ledit tarif de base n'a pas déjà été payé pour un autre motif.

ARTICLE 6

Pour l'exercice 2021, les compteurs serviront seulement pour établir la compensation en eau pour chaque ferme horticole, qu'elle soit E.A.E. ou non, c'est-à-dire une entreprise agricole dont la fonction principale est la culture des plantes, des fleurs en serre. Les autres compteurs installés pour d'autres catégories d'abonnés serviront seulement à des fins statistiques.

La compensation pour le service d'alimentation en eau pour chaque ferme horticole, qu'elle soit E.A.E. ou non, est établie comme suit :

109,74 \$	comme compensation annuelle de base pour l'entreprise agricole,
2,01 \$	du mille gallons d'eau consommée.

Si la ferme comprend une ou des résidences dont la consommation en eau consommée ne peut être calculée séparément de celle de la ferme, une compensation de base de 217,43 \$ par résidence s'ajoute en plus du tarif de 2,01 \$ du mille gallons d'eau consommée.

Si l'eau consommée à la résidence peut être calculée séparément, les tarifs établis à l'article 5 s'appliquent :

300,00 \$	par résidence,
62,54 \$	par piscine.
31,27 \$	par SPA

Pour l'application de cet article, tout contribuable propriétaire d'une entreprise agricole exploitée à plusieurs endroits pour son propre compte ainsi que son propre nom et raccordée au réseau d'aqueduc municipal paie seulement un tarif de base annuel en plus du tarif résidentiel.

Pour les fermes horticoles, la compensation pour l'eau qui sera inscrite sur le compte de taxe 2021 sera calculée selon les tarifs de base de cet article et selon la quantité d'eau consommée pour l'année 2020.

Au mois de décembre 2021, la lecture des compteurs sera faite pour les fermes horticoles et le montant de la compensation pour l'eau calculée selon la quantité d'eau consommée sera réajusté à la hausse ou à la baisse selon la quantité d'eau réellement consommée.

ARTICLE 7

Afin de pourvoir au remboursement en capital et en intérêt des échéances annuelles de la partie du règlement d'emprunt numéro deux cent trente-huit (238), attribuable au réseau d'eau potable, une compensation au montant de 20,83 \$, par unité doit être exigée pour l'année 2021.

Cette compensation est incluse dans tous les tarifs décrétés aux articles 5 et 6 du présent règlement à l'exception de la Catégorie d'immeubles imposables *pour chaque site touristique* qui correspond à 10 unités

ARTICLE 8

Malgré les articles 5 et 6 du présent règlement, une seule compensation ou un seul tarif de base pour le service d'alimentation en eau est exigé lorsqu'un logement ou lorsqu'un local a plus d'une utilisation, elles doivent toutes employer la même toilette.

Dans ce cas, le montant de la compensation ou du tarif de base pour le service d'alimentation en eau est celui de l'utilisation dont la compensation est la plus élevée ou dont le tarif de base est le plus élevé.

Les cas visés par cet article, de façon non limitative, sont :

- un bureau de professionnel relié à la résidence de son propriétaire mais dont les clients et/ou les employés doivent utiliser la toilette de la résidence.
- un commerce qui n'a pas besoin d'eau pour son fonctionnement à même d'un logement et dont la toilette sert à la fois pour le commerce et pour les occupants du logement.
- un commerce, un salon de coiffure, un garage dont une autre utilisation y est greffée dans le local et qui utilise la même toilette.

L'article 8 ne s'applique pas aux industries ni aux autres unités industrielles.

ARTICLE 9

Que la compensation pour le service d'alimentation en eau soit payée dans tous les cas par le propriétaire foncier.

ARTICLE 10

Que la compensation pour le service d'alimentation en eau soit assimilée à une taxe foncière imposable sur l'immeuble ou le bâtiment en raison duquel elle est due.

ARTICLE 11

Que la compensation pour le service des matières résiduelles, des matières secondaires et l'écocentre pour l'année 2021 soit :

193,00 \$	pour chaque résidence principale et pour chaque unité de logement résidentiel.
193,00 \$	pour chaque résidence secondaire et pour chaque chalet, dont la résidence principale du propriétaire n'est pas située sur le territoire de la municipalité de Saint-Paulin.
193,00 \$	pour chaque résidence secondaire locative ou pour chaque chalet locatif que la résidence principale du propriétaire soit située ou non sur le territoire de la municipalité de Saint-Paulin.
119,50 \$	pour chaque résidence secondaire et pour chaque chalet dont la résidence principale du propriétaire est situé sur le territoire de la municipalité de Saint-Paulin.
193,00 \$	pour chaque maison de ferme ou chaque unité de logement résidentiel sur la ferme.

83.50 \$	pour chaque unité d'évaluation utilisée à des fins agricoles, qu'elle soit E.A.E. ou non, au sens du rôle d'évaluation comprenant un ou des bâtiments qui est/sont utilisé(s) pour la garde d'animaux et/ou la culture en serres ou qui pourrait(aient) l'être.
721.25 \$	pour chaque centre d'hébergement de 10 personnes et plus.
83.50 \$	pour chaque bureau de professionnels (de façon non limitative, bureau de notaires, bureau de comptables, salon de coiffure, salon d'esthétique, entrepreneurs en construction, électriciens, etc.), chaque salon funéraire, chaque boutique de vente au détail, chaque lingerie à petite échelle et chaque cabane à sucre commerciale.
236,00 \$	pour chaque commerce d'hôtellerie et/ou de restauration, chaque garage, chaque centre d'hébergement de 6 à 9 personnes, chaque garderie, chaque centre de jour, chaque bureau de poste.
357,75 \$	pour chaque quincaillerie, chaque dépanneur, chaque pharmacie, chaque épicerie.
236.00\$	pour chaque industrie ou chaque unité industrielle, pour les déchets domestiques seulement.
83.50 \$	pour toute unité d'évaluation comprenant au moins un bâtiment et qui ne fait pas partie d'une catégorie précisément décrite, ci-dessus.
83.50 \$	pour toute unité d'évaluation qui ne comprend aucun bâtiment mais qui utilise le service des matières résiduelles. À titre d'exemple, une roulotte installée temporairement sur un terrain vacant.
236,00 \$	pour chaque commerce de vente au détail avec service (de façon non limitative, commerce de vente et de pose de couvre-plancher, commerce de vente d'appareils électroménagers avec service de réparation, commerce de fabrication de meubles à petite échelle, etc.).
119,50 \$	pour tout bâtiment non résidentiel de façon non limitative, bâtiment agricole, industriel, commercial, etc., utilisé à des fins résidentielles comme chalet.
193,00 \$	pour tout bâtiment, de façon non limitative : bâtiment agricole, industriel, commercial, etc., utilisé à des fins résidentielles comme résidence ou unité de logement résidentiel.

Et pour les commerces et/ou les entreprises suivantes :

Vu le nombre d'usages et/ou le nombre de bâtiments et/ou le nombre d'unités d'évaluation, la compensation pour le service des matières résiduelles pour l'année est établie selon un taux fixe global pour le commerce et/ou l'entreprise :

Camping Belle-Montagne inc. <i>tarif pour résidence en sus</i>	602.75 \$
Coopérative Agro touristique de la Pierre angulaire	602.75 \$
9098-3719 Québec inc.	
<i>dont 83.50 \$ pour la ferme et 83.50 \$ pour la cabane à sucre commerciale, tarif pour résidence en sus</i>	602.75 \$

Une compensation additionnelle de 275,00 \$ pour l'année par conteneur s'ajoute aux compensations précédentes pour les commerces et les industries qui utilisent et demandent la cueillette de leur conteneur sur leur propriété, pour les déchets domestiques seulement.

Pour être admissible à ce service, à l'exception du Camping Belle-Montagne inc. lequel a un droit acquis, le commerce ou l'industrie doit respecter toutes les conditions suivantes :

- Faire une demande d'engagement écrite à la municipalité, cette demande est automatiquement annuelle, cependant, pour la première année, la compensation annuelle commence à s'appliquer le mois suivant l'acceptation.
- La compensation additionnelle est payable en totalité annuellement, cependant, pour la première année la compensation additionnelle est calculée au prorata du nombre de mois restant.
- Fournir le conteneur (par achat ou par location). Le volume du conteneur peut être de 1.5 mètres cubes à 7.5 mètres cubes.
- Son conteneur doit être accessible en tout temps le jour de la cueillette.
- Le conteneur doit être à moins de 50 mètres de la voie publique.
- Le temps pour transvider, ne doit pas prolonger le temps de la cueillette.
- Le conteneur doit être en tout temps en bon état et fonctionnel afin de faciliter la cueillette.

Aucune compensation pour le service des matières résiduelles et des matières secondaires, n'est exigée à Marché Levasseur et Fils (1984) inc., (2456, rue Laflèche, Saint-Paulin) ce dernier ne recevant pas les services municipaux.

ARTICLE 12

Que la compensation pour le service des matières résiduelles, des matières secondaires et l'écocentre soit payée dans tous les cas par le propriétaire foncier.

ARTICLE 13

Que la compensation pour le service des matières résiduelles, des matières secondaires et l'écocentre soit assimilée à une taxe foncière imposable sur l'immeuble ou le bâtiment en raison duquel elle est due.

ARTICLE 14

Afin de pourvoir au paiement des frais d'entretien du système d'égout sanitaire, qu'une compensation pour l'année 2021 au montant de 238.40 \$ par unité soit exigée de chaque propriétaire d'un immeuble appartenant à l'une des catégories ci-après identifié et desservi ou pouvant être desservi par le service d'égout sanitaire.

<u>Catégories d'immeubles visés</u>	<u>Facteur</u>
a) <u>Immeubles résidentiels</u>	
- par logement	1 unité
- par résidence secondaire, saisonnière	1 unité
- par chalet	1 unité
- par maison mobile, roulotte	1 unité
- par résidence de ferme	1 unité

b) Immeubles commerciaux

- chaque maison de chambres, hôtel,

motels, maisons de pension, centres d'accueil (par unité)	0,5 unité
- chaque centre d'hébergement de 10 personnes et plus (par unité)	0,5 unité
- chaque centre d'hébergement de 6 à 9 personnes (par unité)	0,5 unité
- chaque bureau de poste	1 unité
- chaque centre médical par étage utilisé	1 unité
- chaque usage commercial, usage de services, usage de services professionnels	1 unité
- chaque usage commercial, usage de services, usage professionnel intégré dans un bâtiment résidentiel par usage en plus du tarif résidentiel	0,5 unité
- chaque salon de coiffure	1 unité
- chaque restaurant, casse-croûte avec service intérieur, bar salon, salle de réception	2 unités
- chaque casse-croûte avec service extérieur seulement	1 unité
- chaque station de service avec ou sans réparation	1 unité
- chaque buanderie	2 unités

c) Immeubles industriels

- chaque industrie, par 10 employés	1 unité
- chaque manufacture, par 10 employés	1 unité

d) Bâtiments secondaires

- chaque bâtiment secondaire d'un bâtiment principal relié directement au réseau d'égout municipal	1 unité
--	---------

ARTICLE 15

Que les compensations pour le service d'égout sanitaire décrétées par l'article 14 du présent règlement soient payées dans tous les cas par le propriétaire foncier.

ARTICLE 16

Que les compensations pour le service d'égout sanitaire décrétées par les articles 14 du présent règlement soient assimilées à une taxe foncière imposable sur l'immeuble ou bâtiment en raison desquelles elles sont dues.

ARTICLE 17

Afin de pourvoir au remboursement en capital et en intérêts des échéances annuelles de 40% de la partie de l'emprunt attribuable aux travaux de la section 1, INTERCEPTION décrété par le règlement numéro cent quatre-vingt-dix (190), (article 9), qu'une compensation au montant de 107.54\$, par unité pour l'année 2021, soit exigée de chaque propriétaire d'un immeuble desservi ou pouvant être desservi par le service d'assainissement des eaux usées – secteur Hunterstown.

Pour les fins de cet article, le nombre d'unités est établi comme suit :

Catégories d'immeubles imposables

Nombre d'unités

ou non imposables

- a) Immeubles résidentiels, imposables ou non imposables
- chaque logement 1
 - chaque chalet 1
 - par résidence secondaire, saisonnière 1
 - par maison mobile, roulotte 1
- b) Immeubles commerciaux, imposables ou non imposables
- chaque salon de coiffure 1
 - chaque maison de chambres, hôtel, motel, maison de pension, centre d'accueil (par unité) 0,5
 - chaque bureau de poste 1
 - chaque centre médical par étage 1
 - chaque usage commercial, usage de services, usage de services professionnels 1
 - chaque usage commercial, usage de services, usage professionnel intégré dans un bâtiment résidentiel par usage en plus du tarif résidentiel 0,5
 - chaque restaurant, casse-croûte avec service intérieur, bar salon, salle de réception 2
 - chaque casse-croûte avec service extérieur seulement 1
 - chaque station de service avec ou sans réparation 1
 - chaque buanderie 2
- c) Immeubles industriels, imposables ou non imposables
- chaque industrie, par 10 employés 1
 - chaque manufacture, par 10 employés 1
- d) Bâtiments secondaires, imposables ou non imposables
- chaque bâtiment secondaire d'un bâtiment principal relié directement au réseau d'égout municipal 1
- e) Terrains vacants constructibles, imposables ou non imposables
- chaque terrain vacant constructible situé entre deux propriétés 1
 - chaque terrain vacant constructible situé à l'intersection de deux rues 1
 - chaque terrain vacant constructible ayant un frontage sur plus d'une rue où une conduite est installée 1 par rue
- f) Immeubles communautaires ou institutionnels imposables ou non imposables

- chaque immeuble 1

Pour les fins de cet article, le fait pour un propriétaire de faire regrouper ses immeubles sous un même matricule ne réduit pas son nombre d'unités.

Cet article ne s'applique pas aux immeubles identifiés à l'annexe C du règlement numéro cent quatre-vingt-dix (190), à moins que le propriétaire choisisse que son immeuble soit raccordé au réseau d'égout domestique.

Ce taux s'applique aux E.A.E.

ARTICLE 18

Afin de pourvoir au remboursement en capital et en intérêts des échéances annuelles de la partie de l'emprunt attribuable à la section 2, TRAITEMENT, décrété par le règlement numéro cent quatre-vingt-dix (190), (article 10), qu'une compensation au montant de 105,17\$, par unité, pour l'année 2021, soit exigée de chaque propriétaire d'un immeuble desservi ou pouvant être desservi par le service d'assainissement des eaux usées – secteur Hunterstown.

Pour les fins de cet article, le nombre d'unités est établi comme suit :

<u>Catégories d'immeubles imposables ou non imposables</u>	<u>Nombre d'unités</u>
a) <u>Immeubles résidentiels, imposables ou non imposables</u>	
- chaque logement	1
- chaque chalet	1
- par résidence secondaire, saisonnière	1
- par maison mobile, roulotte	1
b) <u>Immeubles commerciaux, imposables ou non imposables</u>	
- chaque salon de coiffure	1
- chaque maison de chambres, hôtel, motel, maison de pension, centre d'accueil (par unité)	0,5
- chaque bureau de poste	1
- chaque centre médical par étage	1
- chaque usage commercial, usage de services, usage de services professionnels	1
- chaque usage commercial, usage de services, usage professionnel intégré dans un bâtiment résidentiel par usage en plus du tarif résidentiel	0,5
- chaque restaurant, casse-croûte avec service intérieur, bar salon, salle de réception	2
- chaque casse-croûte avec service extérieur seulement	1
- chaque station de service avec ou sans réparation	1
- chaque buanderie	2
c) <u>Immeubles industriels, imposables ou non imposables</u>	

- chaque industrie, par 10 employés 1
 - chaque manufacture, par 10 employés 1
- d) Bâtiments secondaires, imposables ou non imposables
- chaque bâtiment secondaire d'un bâtiment principal relié directement au réseau d'égout municipal 1
- e) Immeubles communautaires ou institutionnels imposables ou non imposables
- chaque immeuble 1

Pour les fins de cet article, le fait pour un propriétaire de faire regrouper ses immeubles sous un même matricule ne réduit pas son nombre d'unités.

Cet article ne s'applique pas aux immeubles identifiés à l'annexe C du règlement numéro cent quatre-vingt-dix (190), à moins que le propriétaire choisisse que son immeuble soit raccordé au réseau d'égout domestique.

Ce taux s'applique aux E.A.E.

ARTICLE 19

Afin de pourvoir au paiement en capital et en intérêts des échéances annuelles de la partie de l'emprunt décrété par le règlement numéro cent quatre-vingt-dix (190) tel que défini selon l'article 8 dudit règlement qu'une compensation pour l'année 2021 au montant de 3.30 \$ (2.84\$ + 0.46\$), par mètre linéaire d'étendue en front soit exigée sur tous les immeubles imposables construits ou non, pouvant être desservis par le réseau d'égout sanitaire et dont le propriétaire n'a pas exempté son immeuble de ladite taxe. L'étendue en front de chaque immeuble est établie conformément à l'article 6 du règlement numéro cent quatre-vingt-dix (190).

Ce taux s'applique aussi aux E.A.E.

ARTICLE 20

Afin de pourvoir au paiement en capital et en intérêts des échéances annuelles de la partie de l'emprunt décrété par le règlement numéro cent quatre-vingt-dix (190) tel que défini selon l'article 8 dudit règlement qu'une compensation pour l'année 2021 au montant de 2.84 \$, par mètre linéaire d'étendue en front soit exigée sur tous les immeubles imposables construits ou non, pouvant être desservis par le réseau d'égout sanitaire et dont le propriétaire a exempté son immeuble de ladite taxe, avant le refinancement de l'emprunt qui viendra à échéance le 25 août 2021. L'étendue en front de chaque immeuble est établie conformément à l'article 6 du règlement numéro cent quatre-vingt-dix (190).

Ce taux s'applique aussi aux E.A.E.

Étant donné qu'au moment de la taxation annuelle 2021, les propriétaires n'auront pas encore fait le choix d'exempter ou non leur immeuble de la taxe décrétée par l'article 8 du règlement numéro cent quatre-vingt-dix (190), ces derniers ayant jusqu'au 31 mai 2021 pour faire leur choix, la facturation annuelle sera faite pour tous au montant de 3.30 \$ (2.84 \$ + 0.46 \$) par mètre linéaire, et, pour les propriétaires qui décideront de se prévaloir de l'article 11 du règlement numéro cent quatre-vingt-dix (190) en exemptant, avant le refinancement du 25 août 2021, leur immeuble de la taxe décrétée

par l'article 8 du règlement cent quatre-vingt-dix (190), un crédit, sans intérêt ajouté, de 0,46 \$ par mètre linéaire sera appliqué au versement de la part de la balance du capital attribuable à leur immeuble par l'article 8 du règlement numéro cent quatre-vingt-dix (190);

ARTICLE 21

Que les compensations pour le service d'égout sanitaire décrétées par les articles 17, 18,19 et 20, s'il y a lieu, du présent règlement soient payées dans tous les cas par le propriétaire foncier.

ARTICLE 22

Que les compensations pour le service d'égout sanitaire décrétées par les articles 17, 18, 19 et 20 du présent règlement soient assimilées à une taxe foncière imposable sur l'immeuble ou bâtiment en raison desquelles elles sont dues.

ARTICLE 23

Afin de pourvoir au paiement en capital et en intérêts des échéances annuelles de la partie de l'emprunt attribuable à la section 1 : RESEAU D'EGOUT SANITAIRE, décrété par le règlement numéro deux cent trois (203) (article 6), qu'une compensation au montant de 757.82 \$ par unité pour l'année 2021 soit exigée de chaque propriétaire d'un immeuble imposable construit ou constructible, desservi ou pouvant être desservi par le réseau d'égout sanitaire.

Pour les fins de cet article, le nombre d'unités est établi comme suit :

<u>Catégorie d'immeubles imposables ou non imposables</u>	<u>Nombre d'unités</u>
a) immeuble résidentiel, imposable ou non imposable	
- chaque logement	1
- chaque chalet	1
- par résidence secondaire, saisonnière	1
- par maison mobile, roulotte	1
b) immeuble commercial, imposable ou non imposable	
- chaque salon de coiffure	1
- chaque maison de chambre, hôtel motel, maison de pension, centre d'accueil (par unité)	0.5
- chaque bureau de poste	1
- chaque centre médical par étage	1
- chaque usage commercial, usage de service, usage de service professionnel	1
- chaque usage commercial, usage de service, usage professionnel intégré dans un bâtiment résidentiel par usage en plus du tarif résidentiel	0.5
- chaque restaurant, casse-croûte avec service intérieur, bar salon, salle de	

	réception	2
-	chaque casse-croûte avec service extérieur seulement	1
-	chaque station de service avec ou sans réparation	1
-	chaque buanderie	2
c)	immeuble industriel, imposable ou non imposable	
-	chaque industrie, par 10 employés	1
-	chaque manufacture, par 10 employés	1
d)	bâtiment secondaire, imposable ou non imposable	
-	chaque bâtiment secondaire d'un bâtiment principal relié directement au réseau d'égout municipal	1
e)	terrain vacant constructible, imposable ou non imposable	
-	chaque terrain vacant constructible situé entre deux propriétés	1
-	chaque terrain vacant constructible situé à l'intersection de deux rues	1
-	chaque terrain vacant constructible ayant une étendue en front sur plus d'une rue où une conduite est installée	1/par rue
f)	immeuble communautaire ou institutionnel imposable ou non imposable	
-	chaque immeuble	1

Pour les fins de cet article, le fait pour un propriétaire de faire regrouper ses immeubles sous un même matricule, ne réduit pas son nombre d'unités.

ARTICLE 24

Afin de pourvoir au paiement en capital et en intérêts des échéances annuelles de 75 % de la partie de l'emprunt attribuable aux travaux de la section 3 : VOIRIE, décrété par le règlement numéro deux cent trois (203) (article 11) qu'une compensation au montant de 700.18 \$ par unité pour l'année 2021 soit exigée de chaque propriétaire d'un immeuble imposable construit ou constructible desservi ou pouvant être desservi se trouvant dans le secteur Canton de la Rivière.

Pour les fins de cet article, le nombre d'unités est établi comme suit :

<u>Catégorie d'immeubles imposables ou non imposables</u>	<u>Nombre d'unités</u>
a) immeuble résidentiel, imposable ou non imposable	
- chaque logement	1
- chaque chalet	1
- par résidence secondaire, saisonnière	1
- par maison mobile, roulotte	1

- b) immeuble commercial, imposable ou non imposable
- chaque salon de coiffure 1
 - chaque maison de chambre, hôtel motel, maison de pension, centre d'accueil (par unité) 0.5
 - chaque bureau de poste 1
 - chaque centre médical par étage 1
 - chaque usage commercial, usage de service, usage de service professionnel 1
 - chaque usage commercial, usage de service, usage professionnel intégré dans un bâtiment résidentiel par usage en plus du tarif résidentiel 0.5
 - chaque restaurant, casse-croûte avec service intérieur, bar salon, salle de réception 2
 - chaque casse-croûte avec service extérieur seulement 1
 - chaque station de service avec ou sans réparation 1
 - chaque buanderie 2
- c) immeuble industriel, imposable ou non imposable
- chaque industrie, par 10 employés 1
 - chaque manufacture, par 10 employés 1
- d) bâtiment secondaire, imposable ou non imposable
- chaque bâtiment secondaire d'un bâtiment principal relié directement au réseau d'égout municipal 1
- e) terrain vacant constructible, imposable ou non imposable
- chaque terrain vacant constructible situé entre deux propriétés 1
 - chaque terrain vacant constructible situé à l'intersection de deux rues 1
 - chaque terrain vacant constructible ayant une étendue en front sur plus d'une rue où une conduite est installée 1/par rue
- f) immeuble communautaire ou institutionnel imposable ou non imposable
- chaque immeuble 1

Pour les fins de cet article, le fait pour un propriétaire de faire regrouper ses immeubles sous un même matricule, ne réduit pas son nombre d'unités.

ARTICLE 25

Que les compensations applicables au règlement numéro deux cent trois (203), décrétées par les articles 23 et 24 du présent règlement, soient payées dans tous les cas par le propriétaire foncier.

ARTICLE 26

Que les compensations applicables au règlement numéro deux cent trois (203), décrétées par les articles 23 et 24 du présent règlement, soient assimilées à une taxe foncière imposable sur l'immeuble ou bâtiment en raison desquelles elles sont dues.

ARTICLE 27

Afin de pourvoir au paiement en capital et en intérêts des échéances annuelles de la partie de l'emprunt attribuable à la section 1 intitulée : RÉSEAU D'ÉGOUT SANITAIRE, décrété par le règlement numéro deux cent quatorze (214) tel que défini selon l'article 5 dudit règlement qu'une compensation pour l'année 2021 au montant de 10.71 \$ par mètre linéaire d'étendue en front soit exigée sur tous les immeubles imposables construits ou non, pouvant être desservis par le réseau d'égout sanitaire, se trouvant dans le secteur concerné par les travaux et dont le propriétaire n'a pas exempté son immeuble de ladite taxe. L'étendue en front de chaque immeuble est établie conformément à l'article 6 du règlement numéro deux cent quatorze (214).

ARTICLE 28

Afin de pourvoir au paiement en capital et en intérêts des échéances annuelles de la partie de l'emprunt attribuable à la section 3 intitulée : VOIRIE, décrété par le règlement numéro deux cent quatorze (214) tel que défini selon l'article 12 dudit règlement qu'une compensation pour l'année 2021 au montant de 10.33 \$ par mètre linéaire d'étendue en front soit exigée sur tous les immeubles imposables construits ou non, pouvant être desservis, se trouvant dans le secteur concerné par les travaux et dont le propriétaire n'a pas exempté son immeuble de ladite taxe. L'étendue en front de chaque immeuble est établie conformément à l'article 6 du règlement numéro deux cent quatorze (214).

ARTICLE 29

Que les compensations applicables au règlement numéro deux cent quatorze (214), décrétées par les articles 27 et 28 du présent règlement, soient payées dans tous les cas par le propriétaire foncier.

ARTICLE 30

Que les compensations applicables au règlement numéro deux cent quatorze (214), décrétées par les articles 27 et 28 du présent règlement, soient assimilées à une taxe foncière imposable sur l'immeuble ou bâtiment en raison desquelles elles sont dues.

ARTICLE 31

Afin de pourvoir au remboursement de la partie de l'emprunt au fonds de roulement décrété par le règlement deux cent trente-neuf (239) ainsi qu'au paiement de la somme qui équivaut au montant des intérêts tel que défini selon l'article 5 dudit règlement, qu'une compensation au montant de 5 819.99 \$ par unité pour l'année 2021 soit exigée de chaque propriétaire d'un immeuble imposable situé dans le secteur concerné lequel est défini à l'article 4 dudit règlement.

Le taux pour le calcul du paiement de la somme qui équivaut au montant des intérêts est établi à 2.13301%. Ce taux correspond au coût réel obtenu concernant le financement municipal du 25 août 2016, relativement à un financement en vertu des règlements numéros 189, 190, 238 et 242.

ARTICLE 32

Afin de pourvoir au remboursement en capital et en intérêts des échéances annuelles de la partie de l'emprunt attribuable à la section 2, RÉSEAU D'ÉGOUT SANITAIRE, décrété par le règlement numéro cent cinquante (250), (article 5), qu'une compensation au montant de 383.63 \$, par unité, pour l'année 2021, soit exigée de chaque propriétaire d'un immeuble desservi ou pouvant être desservi par le service d'assainissement des eaux usées – secteur Lac-Bergeron.

Pour les fins de cet article, le nombre d'unités est établi comme suit :

<u>Catégorie d'immeubles imposables</u>	<u>Nombre d'unités</u>
<u>ou non imposables</u>	
a) immeuble résidentiel, imposable ou non imposable	
- chaque logement	1
- chaque chalet	1
- par résidence secondaire, saisonnière	1
- par maison mobile, roulotte	1
b) immeuble commercial, imposable ou non imposable	
- chaque salon de coiffure	1
- chaque maison de chambre, hôtel motel, maison de pension, centre d'accueil (par unité)	0.5
- chaque bureau de poste	1
- chaque centre médical par étage	1
- chaque usage commercial, usage de service, usage de service professionnel	1
chaque usage commercial, usage de service, usage professionnel intégré dans un bâtiment résidentiel par usage en plus du tarif résidentiel	0.5
- chaque restaurant, casse-croûte avec service intérieur, bar salon, salle de réception	2
- chaque casse-croûte avec service extérieur seulement	1
- chaque station de service avec ou sans réparation	1
- chaque buanderie	2
c) immeuble industriel, imposable ou non imposable	
- chaque industrie, par 10 employés	1
- chaque manufacture, par 10 employés	1
d) bâtiment secondaire, imposable ou non imposable	
- chaque bâtiment secondaire d'un bâtiment principal relié directement au réseau d'égout municipal	1
e) terrain vacant constructible, imposable ou non imposable	
- chaque terrain vacant constructible	

situé entre deux propriétés	1
- chaque terrain vacant constructible situé à l'intersection de deux rues	1
- chaque terrain vacant constructible ayant un frontage sur plus d'une rue où une conduite est installée	1/par rue
f) immeuble communautaire ou institutionnel imposable ou non imposable	
- chaque immeuble	1

Pour les fins de cet article, le fait pour un propriétaire de faire regrouper ses immeubles sous un même matricule, ne réduit pas son nombre d'unités.

ARTICLE 33

Afin de pourvoir au remboursement en capital et en intérêts des échéances annuelles de la partie de l'emprunt attribuable à la section 3, CONSTRUCTION DU SYSTÈME DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES, décrété par le règlement numéro cent cinquante (250), (article 6), qu'une compensation au montant de 206.27 \$, par unité, pour l'année 2021, soit exigée de chaque propriétaire d'un immeuble desservi ou pouvant être desservi par le service d'assainissement des eaux usées – secteur Lac-Bergeron.

Pour les fins de cet article, le nombre d'unités est établi comme suit :

<u>Catégorie d'immeubles imposables ou non imposables</u>	<u>Nombre d'unités</u>
a) immeuble résidentiel, imposable ou non imposable	
- chaque logement	1
- chaque chalet	1
- par résidence secondaire, saisonnière	1
- par maison mobile, roulotte	1
b) immeuble commercial, imposable ou non imposable	
- chaque salon de coiffure	1
- chaque maison de chambre, hôtel motel, maison de pension, centre d'accueil (par unité)	0.5
- chaque bureau de poste	1
- chaque centre médical par étage	1
- chaque usage commercial, usage de service, usage de service professionnel	1
chaque usage commercial, usage de service, usage professionnel intégré dans un bâtiment résidentiel par usage en plus du tarif résidentiel	0.5
- chaque restaurant, casse-croûte avec service intérieur, bar salon, salle de réception	2
- chaque casse-croûte avec service extérieur seulement	1
- chaque station de service avec ou	

	sans réparation	1
	- chaque buanderie	2
c)	immeuble industriel, imposable ou non imposable	
	- chaque industrie, par 10 employés	1
	- chaque manufacture, par 10 employés	1
d)	bâtiment secondaire, imposable ou non imposable	
	- chaque bâtiment secondaire d'un bâtiment principal relié directement au réseau d'égout municipal	1
e)	immeuble communautaire ou institutionnel imposable ou non imposable	
	- chaque immeuble	1

Pour les fins de cet article, le fait pour un propriétaire de faire regrouper ses immeubles sous un même matricule, ne réduit pas son nombre d'unités.

ARTICLE 34

Que les compensations applicables au règlement numéro deux cent cinquante (250), décrétées par les articles 32 et 33 du présent règlement, soient payées dans tous les cas par le propriétaire foncier.

ARTICLE 35

Que les compensations applicables au règlement numéro deux cent cinquante (250), décrétées par les articles 32 et 33 du présent règlement, soient assimilées à une taxe foncière imposable sur l'immeuble ou bâtiment en raison desquelles elles sont dues.

ARTICLE 36

Étant donné que les différents services sont établis en fonction du nombre de logements et/ou locaux et en fonction des différentes activités qui existent au moment de l'implantation dudit service, aucun remboursement ne sera fait pour une compensation pour l'eau et/ou pour les matières résiduelles, les matières secondaires et l'écocentre, et/ou pour le service d'égout sanitaire, à moins que le logement et/ou le local perde complètement, et de façon définitive, la vocation pour laquelle une ou des compensations y est (sont) exigée (s).

Le remboursement de la ou des compensations est établi au prorata du nombre de mois restant dans l'exercice en cours, à l'exception de la compensation pour le service d'alimentation en eau pour chaque piscine, qui est annuelle.

Cependant, pour avoir droit à un remboursement calculé à partir de la cessation continue ou définitive de l'usage, le propriétaire doit en aviser par écrit la municipalité au plus tard dans les deux mois suivant le mois de la cessation de l'usage, sinon le remboursement ne pourra être rétroactif plus de deux mois de la date de l'avis écrit par le propriétaire à la municipalité.

À TITRE D'EXEMPLES:

- cessation de vocation le 15 mars 2021

Si la municipalité est avisée avant le 31 mai 2021, le remboursement de la (des) compensation(s) sera calculé d'avril à décembre 2021 soit: compensation(s) payée(s) x 9 / 12

- cessation de vocation le 15 mars 2021

Si la municipalité est avisée entre le 1er et le 30 septembre 2021, le remboursement de la (des) compensation(s) sera calculé de juillet à décembre 2021 soit: compensation(s) payée(s) x 6 / 12

- cessation de vocation le 15 mars 2021

La municipalité est avisée après le 28 février 2022, aucun remboursement ne sera accordé.

ARTICLE 37

Aucun remboursement pour la compensation relativement au service en eau pour une piscine ou un spa, ne sera effectué, dès qu'elle ou qu'il est installé(e), à un moment quelconque, entre le 1^{er} juin et le 30 septembre de l'année en cours, que celle-ci soit en opération ou non. Il revient au propriétaire d'en aviser la municipalité.

ARTICLE 38

Dans le cas d'une nouvelle unité ou d'une nouvelle activité, les compensations pour l'eau, pour les matières résiduelles, des matières secondaires et l'écocentre et pour le service d'égout sanitaire sont établies au prorata du nombre de mois restant dans l'année financière, à l'exception de la compensation pour le service d'alimentation en eau pour chaque piscine ou pour chaque spa qui est annuelle.

ARTICLE 39

Les modalités de paiement des taxes foncières et des compensations pour le service d'alimentation en eau, pour le service des matières résiduelles, pour les services d'égout sanitaires et pour les services de la voirie sont:

- si le total du compte comprenant les taxes imposées par l'article 4 du présent règlement et les différentes compensations est inférieur à 300,00\$, le total du compte est payable en un seul versement dans les trente (30) jours de l'envoi du compte;
- si le total du compte comprenant les taxes imposées par l'article 4 du présent règlement et les différentes compensations est égal ou supérieur à 300,00\$, le total du compte est payable en trois versements égaux. Le premier versement devient exigible en entier dans les trente (30) jours de l'envoi du compte; le deuxième, quatre-vingt-dix (90) jours après l'échéance du premier versement et le troisième, soixante (60) jours après l'échéance du deuxième versement.
- Lorsqu'un versement n'est pas fait en entier dans le délai prévu, le solde du compte en entier devient exigible et porte intérêts à compter de ce jour. Pour qu'un versement soit fait dans le délai prévu, le montant dû doit être rendu au complet au secrétariat de la municipalité au plus tard à la date d'échéance et cela, peu importe le mode de paiement choisi.

ARTICLE 40

Lors d'une taxation complémentaire, l'article 39 du présent règlement s'applique. Cependant, lorsque le total du compte complémentaire comprenant les taxes imposées par l'article 4 dudit règlement, les différentes compensations est égal ou supérieur à

300,00 \$, le total du compte est payable en trois versements égaux. Le premier versement devient exigible en entier dans les trente (30) jours de l'envoi du compte; le deuxième, quatre-vingt-dix (90) jours après l'échéance du premier versement et le troisième, soixante (60) jours après l'échéance du deuxième versement.

ARTICLE 41

Un montant de 15,00 \$ sera exigé pour tout chèque non compensé par une institution financière et cela, peu importe la raison.

Un montant de 15,00 \$ sera exigé pour l'annulation de tout encaissement effectué directement par le Service de perception des comptes, Desjardins – Solutions en ligne.

À chaque fois qu'un avis de rappel de taxe ou d'un autre compte est envoyé, les frais de poste s'ajoutent au compte.

ARTICLE 42

Tout compte échu pour tout versement échu, un intérêt au taux de 9% annuel ou 0,0247% quotidien est ajouté au compte ou au versement et est calculé en considération du nombre de jours de calendrier en retard.

Ce taux s'applique également à toutes les autres créances dues à la municipalité et l'intérêt est calculé de la même façon, soit en considération du nombre de jours de calendrier en retard.

ARTICLE 43

Conformément à l'article 250.1 de la Loi sur la fiscalité municipale, la Municipalité impose une pénalité au montant des taxes municipales qui deviennent exigibles.

Cette pénalité ne peut excéder 0,5 % du principal impayé par mois complet de retard, jusqu'à concurrence de 5 % par année.

ARTICLE 44

Que le programme des dépenses en immobilisations 2021, 2022 et 2023 soit adopté.

L'annexe "C" fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 45

Le présent règlement abroge tout règlement ou partie de règlement ou toute résolution incompatible avec le présent règlement.

ARTICLE 46

Le présent règlement entre en vigueur selon la loi.

=====

ANNEXE A

MUNICIPALITÉ DE SAINT-PAULIN
PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2021

REVENUS

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxe foncière	1 310 430	1 310 430
---------------	-----------	-----------

TOTAL sur la valeur foncière		<u>1 310 430</u>
-------------------------------------	--	-------------------------

SUR UNE AUTRE BASE

Tarifification pour services municipaux

Compensation Eau	224 700	
Règl. 190 – Hunter frontage	5 440	
Règl. 190 – Hunter unité interception	7 958	
Règl. 190 – Hunter traitement	8 834	
Règl. 214 - Plourde Égout frontage	6 775	
Règl. 214 - Plourde Voirie frontage	6 535	
Règl. 239 - Égout chemin des Trembles	11 639	
Matières résiduelles	189 199	
Traitement des eaux usées	161 871	622 951

Taxes d'affaires

Amélioration locales P-108 P-109	10 000	
Règl. 250 – Égout traitement Lac-Bergeron	5 363	
Règl. 250 – Égout conduite Lac-Bergeron	11 509	
Règl. 203 - Canton Égout	8 336	
Règl. 203 - Canton Voirie	7 702	42 910

<u>TOTAL sur une autre base</u>		<u>665 861</u>
--	--	-----------------------

<u>TOTAL DES TAXES</u>		<u>1 976 291</u>
-------------------------------	--	-------------------------

PAIEMENT TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC

Immeubles des réseaux

Paiement immeubles des réseaux	19 364	19 364
--------------------------------	--------	--------

GOVERNEMENT DU CANADA

ET SES ENTREPRISES

Paiement tenant lieu de taxes	805	
Eau bureau de poste	300	
Ordures bureau de poste	236	

Égout bureau de poste	238		
TOTAL paiements tenant lieu de taxes		<u>1 579</u>	20 943
AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES			
Autres revenus d'activités			
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Sécurité publique			
Services rendus d'autres municipalités	4 000		
Redevance 9-1-1	8 100	12 100	
Transport			
Revenus carrières sablières	10 326	10 326	
TOTAL Services rendus aux organismes		<u>22 426</u>	
AUTRES REVENUS			
Imposition de droits			
Droits de mutation immobilier	15 000	15 000	
Amendes et pénalités			
Amendes et pénalités	5 000		
Amende - Bibliothèque	25		
Amende – Constat d'infraction	3 000	8 025	
Intérêts			
Intérêts banques & placement	4 000		
Intérêts sur arrérages de taxes	7 000		
Autres (intérêts, poste, etc)	100	11 100	
Cessions d'actifs immobilisés			
Cessions actifs immobilisés			
TOTAL des autres revenus		<u>34 125</u>	
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Documents	50		
Impression semainier	25	75	

Sécurité publique

Location pour antenne	2 400	2 400
-----------------------	-------	-------

Transport

Redevance borne recharge	15	15
--------------------------	----	----

Hygiène du milieu**Santé et Bien-être**

Location Édifice municipal JAE Laflèche	92 282	
Location Maison Abondance	1 200	
Location Presbytère	12 000	
Loyer payable par Caisse Desjardins	41 063	146 545

Aménagement, urbanisme et développement

Dérogations mineures	300	300
----------------------	-----	-----

Loisirs et culture

Location (multiservice rue Bergeron)	8 000	
Location nappes	300	
Location chambre froide	100	8 400

TOTAL autres services rendus		<u>157 735</u>
-------------------------------------	--	-----------------------

TOTAL AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCATIVES		214 286
--	--	----------------

TRANSFERTS**TRANSFERTS INCONDITIONNELS****Subventions du gouvernement du Québec**

Remboursement de la TVQ dotation spec.	13 128	
Péréquation	121 990	
Terre publique	21 892	

TOTAL transferts inconditionnels		<u>157 010</u>
---	--	-----------------------

TRANSFERTS CONDITIONNELS**Subventions gouvernementales****Transport**

Transport	146 283	
Sub. PIQM Hunter Règl. 189 Voirie	96 070	

Sub. PIQM Règl. 194 Voirie	60 972	
Sub. AIRRL Règl. 242 Allumette	34 563	
Sub. R250 AIRRL voirie	69 328	
Sub. R260 AIRRL pluie avril	12 227	419 443

Hygiène du milieu

Sub. Règl. 194 Égout 54%	8 810	
Sub. Règl. 194 Aqueduc 46%	7 505	
Matières résiduelles	30 399	
Sub. PIQM Règl. 189 Aqueduc	117 419	
Sub. PIQM Règl. 190 Égout	42 743	
PIQM Règl. 190 Voirie	123 573	
Sub. R250 FEPTEU aqueduc	7 497	
Sub. R250 FEPTEU égout	6 495	344 441

TOTAL Subventions gouvernementales 763 884

TOTAL transferts conditionnels 763 884

TOTAL TRANSFERTS 920 894

TOTAL DES REVENUS 3 132 414

AFFECTATIONS

Affectation surplus accumulé et conciliation fiscale

Aff. Surplus accumulé général	289 164	
Conc. fins fisc-montant pourvoir	5 522	
Affectation surplus égout Hunter inter. Règl. 190	941	
Affectation surplus égout Hunter trait. Règl. 190	686	
Affectation surplus égout Hunter front. Règl. 190	344	
Affectation surplus égout Canton Règl. 203	166	
Affectation surplus voirie Canton Règl. 203	148	
Affectation surplus R-214 égout Plourde	140	
Affectation surplus R-214 Plourde voirie	131	
Affectation surplus aqueduc	19 843	
Aff. Surplus R-250 égout conduite	500	
Aff. Surplus R-250 égout pompage traitement	232	317 817

TOTAL DES AFFECTATIONS 317 817

TOTAL DES REVENUS ET AFFECTATIONS 3 450 231

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Administration générale

Conseil municipal

Rémunération membres du conseil	26 641	
Allocations membres du conseil	12 599	
R.R.Q.	300	
F.S.S.	1 250	
RQAP	300	
Dépenses de publicité et d'informations	2 000	
Condoléances, remerciements	2 000	
Réceptions	4 500	
Aliments	200	
Quote-Part MRC législation congrès	6 659	56 449

Application de la loi

Services juridiques	1 000	
Cour municipale	2 000	3 000

Gestion financière et administrative

Salaire secrétaires-trésorier	224 157	
Fonds de retraite	10 968	
R.R.Q.	10 843	
Assurance emploi	3 242	
F.S.S.	9 549	
C.S.S.T.	5 200	
RQAP	1 511	
Assurances collectives	9 020	
Frais de déplacements	500	
Frais congrès et colloques zone	300	
Cours de formation	1 000	
Frais de poste	1 500	
Téléphone et fibre optique	1 775	
Comptabilité et vérification	20 000	
Soutien technique informatique	7 720	
Cotisations versées à des associations	600	
Location photocopieur	5 000	
Entretien et réparations autres	200	
Q-Part MRC Gest. Financ./Immo.	9 728	322 813

Greffé

Salaire régulier	10 000	
Fonds de retraite	100	
R.R.Q.	450	
Assurance emploi	150	
F.S.S.	350	
C.S.S.T.	175	
RQAP	100	
Assurances collectives	100	
Frais de poste et transport	1000	
Dépenses de publicité et d'information	375	
Aliments	500	

Fourniture de bureau	1500	
Autres	200	
Quote-Part MRC greffe	3 284	18 284

Évaluation

Mutations immobilières	300	
Quote-Part MRC évaluation	18 050	18 350

Administration hôtel de ville / partie louée

Salaire	21 482	
Fonds de retraite	840	
R.R.Q.	1 133	
Assurance emploi	341	
F.S.S.	915	
C.S.S.T.	498	
RQAP	149	
Assurances collectives	750	
Dépenses d'information	350	
Assurances responsabilité	13 568	
Assurances (erreurs & omissions)	3 408	
Déneigement	3 653	
Entretien terrains	1 500	
Entretien des bâtisses	4 000	
Entretien des équipements	400	
Entretien de l'informatique	5 000	
Pièces et accessoires	100	
Articles de nettoyage	1 000	
Fourniture de bureau	2 500	
Journal municipal	8 000	
Electricité	18 400	
Autres	100	
Frais de banque	500	
Mauvaises créances	1 000	
Quote-Part MRC administration frais de financement	9 829	
Entretien unités du toit	5 000	104 416

TOTAL Administration générale

523 312

Sécurité publique

Police

Police	110 846	
Dépenses 9-1-1	8 100	118 946

Protection contre l'incendie

Salaire régulier	72 958	
Fonds de retraite	320	

R.R.Q.	3 846	
Assurance emploi	1 199	
F.S.S.	3 108	
C.S.S.T.	1 693	
RQAP	505	
Assurances collectives	341	
Avantages autres	200	
Frais de déplacements	400	
Cours de formation	3 000	
Frais de poste et transport	100	
Téléphone	2 880	
Préventionniste	4 000	
Assurances incendie	1 105	
Responsabilité publique	652	
Assurances véhicules moteur	8 188	
Déneigement	1 680	
Déneigement bornes-fontaine	4 393	
Incendie (demande d'entraide)	10 000	
Cot. Versées assoc. & abonnement	300	
Location autres	250	
Location d'outillage (bornes)	100	
Entretien camions à incendie	12 000	
Entretien des bâtisses (caserne)	3 500	
Entretien des équipements	2 000	
Entretien informatique	400	
Système d'alarme	700	
Entretien système de comunic.	500	
Entretien des bornes-fontaine	3 500	
Aliments	500	
Carburants huile graisse	2 500	
Huile à chauffage	6 000	
Pièces et accessoires	1 500	
Petits outils	1 000	
Équipements	100	
Vêtements chaussures et accessoires	1 030	
Articles de nettoyage	200	
Fourniture de bureau	200	
Électricité	3 000	
Internet Règl. 177 caserne	2 238	
Internet Règl. 176 autopompe	754	
Quote-Part MRC schéma couverture de risques	1 292	
Immatriculation	2 700	
Système de communication	750	
Dépense entretien garage 5%	521	
Camion de voirie 5%	726	168 829

Sécurité civile

Accessoires COVID-19 pandémie	500	500
-------------------------------	-----	-----

TOTAL sécurité publique

288 275

Transport

Réseau routier

Voirie municipale

Salaire régulier	63 666
Fonds de retraite	2 559
R.R.Q.	3 386
Assurance emploi	997
F.S.S.	2 712
C.S.S.T.	1 477
RQAP	440
Assurances collectives	2 730
Frais de déplacements	100
Cours de formation	200
Frais de poste	100
Autres	1 500
Téléphone	700
Services scientifiques et de	5 000
Assurance incendie garage munic.	1 460
Camion de voirie assurance	2 924
Frais borne de recharge	25
Niveleuse (chemin en gravier)	5 000
Période de dégel (location)	3 000
Location machinerie lourde	15 000
Entretien de terrains	3 000
Camion de voirie entretien et	5 000
Entretien des bâtisses (garage)	3 000
Entretien machinerie	500
Entretien traverse chemin de fer	3 775
Système d'alarme	250
Entretien remorque	100
Entretien trottoirs	5 000
Fauchage des chemins	4 000
Égout pluvial	15 000
Tracteur/tondeuse entretien	3 500
Gravier, sable, pierre	8 500
Asphalte & scellement fissures	25 000
Autres	100
Carburants, huile, graisse	2 000
Chauffage garage municipal	2 500
Pièces & accessoires de remplacement	2 500
Période de dégel (matériel)	2 000
Petits outils	1 000
Équipements	100
Changement de ponceau (matériel)	5 000
Vêtements chaussures et accessoires	500
Fourniture de bureau	200
Électricité	3 200
Élargissement de la rue	5 000
Int. Règl. 189 voirie gouv.	2 333
Int. Règl. 194 St-Paulin/St-Élie	11 530
Int. Règl. 203 Canton voirie unité	278
Int. Règl. 203 Canton voirie ensemble	92

Int. Règl. 250 Voirie gouvernement	14 654	
Int. Règl. 194 St-Paulin/ St-Élie gouv.	402	
Camion de voirie immatriculation	1 600	
Répartition dépense entretien	(6 246)	
Répartition camion de voirie	(10 893)	
Ent. & Réparation camion bleu	5 000	
Balayage des rues	4 000	
Int. Règl. 189 Voirie gouv.	7 200	
Int. Règl. 250 Voirie ensemble	38 170	
Int. Règl. 238 chemin des Trembles	3 007	
Int. Règl. 214 Voirie Riverain 23-01	552	
Int. Règl. 214 voirie ensemble 23-01	186	
Int. Règl. 204 voirie	4 624	
Int. Règl. 232 Réf. Allumettes	9 458	
Int. Règl. 242 Concession, Allumettes	9 933	
Int. Règl. 260 pluie abondante	23 877	
Int. Règl. 242 Conc, Allumettes gouv.	4 782	
Int. Règl. 260 Voirie gouvernement	2 342	340 582

Enlèvement de la neige

Site des neiges usées	1 000	
Déneigement	137 277	138 277

Éclairage des rues

Entretien et réparations machineries	2 500	
Électricité	10 000	12 500

Circulation et stationnement

Déneigement	1 044	
Déneigement (Église)	3 270	
Lignage de rue	6 000	
Pièces et accessoires	5 000	15 314

TOTAL réseau routier 506 673

Transport collectif

Quote-Part MRC transports collectifs	568	
Transport adapté	5 000	5 568

TOTAL Transport 512 241

Hygiène du milieu

Eau et Égout

Purification et traitement de l'eau

Téléphone / télémétrie	1 900	
Analyses bactériologiques	4 500	
Chlore	1 500	

Équipements	9 000	16 900
-------------	-------	--------

Réseaux de distribution de l'eau

Salaire régulier	15 916	
Fonds de retraite	640	
R.R.Q.	846	
Assurance emploi	249	
F.S.S	678	
C.S.S.T.	369	
RQAP	110	
Assurances collectives	683	
Frais de déplacements	100	
Cours de formation	2 000	
Frais de poste	50	
Téléphone	1 350	
Assurances incendie	2 653	
Assurances responsabilité	1 950	
Service technique et autres	15 000	
Services scientifiques et de génie	5 000	
Servitude	100	
Location machinerie lourde	8 000	
Entretien de terrain	2 500	
Entretien des bâtisses	8 000	
Entretien des équipements	2 000	
Gravier, sable, pierre, etc	500	
Asphalte	3 000	
Carburants, huile & graisse	300	
Pièces & accessoires (remplacement)	4 000	
Petits outils	1 000	
Électricité	12 300	
Int. Règl. 189 Hunter aqueduc ens.	636	
Int. Règl. 203 Canton aqueduc	291	
Int. Règl. 163 Source eau potable	36	
Int. Règl. 250 Aqueduc gouvernement	3 889	
Int. Règl. 250 Aqueduc abonnés	15 726	
Dépense entretien garage	3 642	
Camion voirie 20%	2 905	
Électricité 3248, Grande Ligne	3 000	
Int. Règl. 189 aqueduc abonn.	7 837	
Int. Règl. 194 St-Paulin/St-Élie gouv.	251	
Int. Règl. 194 St-Paulin / St-Élie	986	
Int. Règl. 189 Hunter gouv.	2 852	
Int. Chemin des Trembles	2 315	
Int. Règl. 214 aqueduc ens AB 23-01	657	
Int. Règl. 204 aqueduc emp. 23-01	1 300	135 617

Traitement des eaux usées

Salaire régulier	15 916
Fonds de retraite	640
R.R.Q.	846
Assurance emploi	249

F.S.S.	678	
C.S.S.T.	369	
RQAP	110	
Assurances collectives	683	
Frais de déplacements	100	
Frais de formation	3 400	
Frais de poste	100	
Téléphone	5 100	
Analyses bactériologiques	3 000	
Assurances incendie	6 276	
Assurances responsabilité	1 950	
Déneigement		
Services scientifiques et de	5 000	
Location machinerie lourde	2 000	
Entretien bâtiment et terrain	1 000	
Entretien des équipements	5 000	
Informatique	1 000	
Système d'alarme	400	
Entretien poste de pompes	10 000	
Entretien réseau	15 000	
Abaissement de regard	15 000	
Récurage réseau d'égout	11 500	
Gravier, sable, pierre, etc.	100	
Carburants, huile, graisse	300	
Produits de chloration	3 500	
Pièces et accessoires	3 000	
Petits outils	1 000	
Valorisation des boues	1 700	
Électricité	15 400	
Int. Règl. 190 égout frontage Conduite abonné	1 574	
Int. Règl. 190 égout unité conduite abonné	2 424	
Int. Règl. 190 égout traitement Abonnés	2 239	
Int. Règl. 190 égout ensemble traitement	38	
Int. Règl. 190 égout unité conduite ensemble	96	
Int. Règl. 203 Canton égout	301	
Int. Règl. 250 égout conduite gouvernement	2 838	
Int. Règl. 250 égout conduite abonnés	5 228	
Int. Règl. 250 égout pompage traitement	2 437	
Réclamation - Dommage et intérêts	1 000	
Dépenses entretien garage	521	
Camion voirie 20%	2 905	
Électricité 3653, Williams	650	
Int. Règl. 190 égout conduite gouv.	3 000	
Int. Règl. 190 égout traitement gouv.	1 037	
Électricité 3557, Grande Ligne	1 050	
Int. Règl. 190 égout ensemble abonné	74	
Électricité 3630, chemin des Cèdres	650	
Int. Règl. 190 égout frontage conduite Ensemble	96	
3490 Electricité Lac-Bergeron	1 450	
Int. Règl. 194 St-Paulin/St-Élie gouv.	295	
Int. Règl. 194 St-Paulin/St-Élie ensemble	1 157	
Int. Règl. 214 égout frontage Emprunt 23-01	572	
Int. Règl. 204 égout emprunt 23-01	783	162 732

TOTAL eau et égouts **315 249**

Matières résiduelles
Déchets domestiques

Collecte et transport

Dépenses de publicité et d'informations	200	
Cueillette & transport	46 565	46 765

Élimination

Site d'enfouissement	75 000	
Boite à ordures	1 000	76 000

TOTAL déchets domestiques **122 765**

Matières secondaires

Collecte et transport

Salaires	7 958	
Fonds de retraite	320	
R.R.Q.	423	
Assurance emploi	125	
F.S.S.	339	
C.S.S.T.	185	
RQAP	55	
Assurances collectives	341	
Formation	100	
Frais de poste et transport	100	
Assurances des biens	637	
Collecte et transport	15 000	
Autres	605	
Quote-Part MRC hygiène du milieu compétence	78 289	

TOTAL matières secondaires **104 477**

TOTAL matières résiduelles **227 242**

Amélioration des cours d'eau

Services scientifiques et génie	2 000	
Entretien cours d'eau	25 000	
Barrage Hunterstown Pièces et accessoires	3 500	
Int. Règl. 185	2 444	
Quote-Part MRC cours d'eau	2 275	35 219

TOTAL Hygiène du milieu **577 710**

Santé et Bien-être

Logement social

Déficit (Office municipale)	10 000	
Résidence personnes âgées	10 000	20 000

Édifice JAE Laflèche

Salaire régulier	30 222	
Fonds de retraite	1 121	
R.R.Q.	1 571	
Assurance emploi	493	
F.S.S.	1 288	
C.S.S.T.	701	
RQAP	209	
Assurances collectives	609	
Assurances incendie	4 651	
Déneigement	2 124	
Entretien & réparations	6 250	
Entretien préventif Equip. Climatisation	500	
Système d'alarme	900	
Pièces & accessoires	1 300	
Peinture	1 000	
Articles de nettoyage	1 000	
Électricité	18 000	71 939

Autres - Santé et Bien-être

Soutien communautaire	500	500
-----------------------	-----	-----

TOTAL Santé et Bien-être**92 439*****Aménagement, urbanisme et développement*****Aménagement, urbanisme et zonage**

Salaire régulier	19 819
Fonds de retraite	991
R.R.Q.	963
Assurance emploi	327
F.S.S.	844
C.S.S.T.	460
RQAP	137
Assurances collectives	2 280
Frais déplacement et repas	250
Cours de formation	1 000
Adhésion abonnement	370
Frais de poste et transport	200
Dépenses de publicité et d'information	1 000
Services scientifiques et de génie	2 000
Services juridiques	500
Soutien technique informatique	4 721
Pièces et accessoires	200

Fournitures de bureau	100	
Quote-Part MRC Prog. SHQ aménagement	7 047	
Dépense entretien garage 5%	521	
Camion de voirie 20%	2 905	46 635

Production et développement économique

Industries et commerces

Quote-Part MRC promotion industrielle et dév.	3 681	
Quote-Part MRC parc industriel	365	
Promotion industrielle	<u>44 889</u>	48 935

Tourisme

Quote-Part MRC promotion touristique		<u>1 021</u>
--------------------------------------	--	--------------

TOTAL promotion et développement économique **49 956**

Autres

Assurance kiosque 4 coins	70	
Entretien bâtiment 4 coins	1 000	
Panneaux de bienvenue	500	1 570

TOTAL AMÉNAGEMENT, URBANISME ET **98 161**

Loisirs et culture

Activités récréatives

Parcs et terrains de jeux

Salaire régulier	7 958	
Fonds de retraite	320	
R.R.Q.	423	
Assurance emploi	125	
F.S.S.	339	
C.S.S.T.	185	
RQAP	55	
Assurances collectives	341	
Assurance responsabilité	394	
Entretien bâtisse, équipement et terrain	10 000	
Subvention (O.T.J.)	27 970	
Dépenses entretien garage 10%	1 041	
Camion de voirie 10%	1 452	50 603

TOTAL activités récréatives **50 603**

Activités culturelles

Centres communautaires

Centre multiservice salaire régulier	35 789	
Fonds de retraite	1 322	

R.R.Q.	1 859	
Assurance emploi	585	
F.S.S.	1 525	
C.S.S.T.	831	
RQAP	248	
Assurances collectives	676	
Centre multiservice assurance	5 617	
Centre multiservice déneigement	5 800	
Entretien et réparations	2 000	
Entretien préventif équipement climatisation	3 000	
Système d'alarme	725	
Entretien extérieur	2 500	
Pièces et accessoires	1 000	
Équipements, outils	1 000	
Grand ménage	5 000	
Vêtements chaussures et accessoires	175	
Centre multiservice articles	3 500	
Centre multiservice électricité	24 000	
Socan	200	97 352

Bibliothèque

Frais de déplacements	800	
Frais de poste	25	
Bibliothèque téléphone	400	
Assurances incendie	481	
Bibliothèque municipale	8 475	
Entretien des équipements	845	
Repas des bénévoles	250	
Animation	500	
Pièces et accessoires	500	
Équipements	500	
Livres et périodiques	1 000	13 776

Patrimoine

Eglise et presbytère

Salaire	7 958	
Fonds de retraite	320	
R.R.Q.	423	
Assurance emploi	125	
F.S.S.	339	
C.S.S.T.	185	
RQAP	55	
Assurances collectives	341	
Services scientifiques & gen.	10 000	
Assurance responsabilité	9 088	
Entretien bâtisse et terrain	500	
Entretien équipements	1 400	

Système d'alarme	400	
Huile à chauffage	21 500	
Pièces et accessoires	1 500	
Articles de nettoyage	100	
Électricité	1 300	55 534

Autres ressources du patrimoine

Assurance générale	50	
Quote-Part MRC activités culturelles	748	
Subvention société d'histoire	5 100	5 898

TOTAL patrimoine **61 432**

TOTAL loisirs et culture **223 163**

TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT **2 315 301**

AUTRES ACTIVITÉS FINANCIÈRES

Remboursement en capital

Remboursement capital caisse Desjardins	56 448
Remboursement capital Règlement #177 - caserne	12 900
Remboursement capital Règlement #176 - autopompe	20 500
Remboursement capital Règlement #185	31 400
Remb. capital Règlement #163 – source eau potable	5 200
Remb. capital Règlement #190 Égout ens. Traitement	127
Remb. Capital Règl 189 Hunterstown voirie	19 255
Remb. capital règl. 189 Hunters. aqueduc ens.	2 346
Remb. capital règl. 189 Hunters. aqueduc unité	21 600
Règlement 194 – Voirie gouv.	58 000
Remb. R-204 aqueduc ensemble abonnés	12 105
Remb. R-204 égout ensemble	9 666
Remb. R-204 voirie ensemble	35 029
Remb. R232 V-ens. Allumettes	43 300
Remb. R238 aqueduc ch. Trembles	12 224
Remb. R238 Voirie ch. Trembles	15 877
Remb. R242 Voirie Concession	4 700
Règ. 250 Aqueduc gouvernement	5 091
Règ. 250 Aqueduc abonnés	20 387
Règl. 250 Egout cond. Gouv.	3 709
Règl. 250 Egout cond. abonnés	6 781
Règl. 250 Egout pompage traitement	3 158
Règl. 250 Voirie gouv.	54 000
Règl. 250 Voirie ensemble	48 674
Remb. Cap. Règl. 189 aqueduc gouv.	116 050
Remb. Cap. Règl. 189 voirie gouv.	94 950
Remb. Cap. Règl. 190 conduite gouv.	122 075
Remb. Cap. Règl. 190 traitement gouv.	42 225
Remb capital règl. 190 égout ensemble abonnés	2 445
Remb capital règl. 190 égout traitement abonnés	7 281
Remb capital règl. 190 égout unité cond ensemble	257
Remb capital règl. 190 égout unité cond abonnés	6 475

Remb R-190 égout frontage cond ensemble	257
Remb R-190 égout frontage conduite abonnés	4 204
Remb R-203 Canton aqueduc	7 912
Remb R-203 Canton égout	8 201
Remb R-203 Canton voirie ens. 25%	2 515
Remb R-203 Canton voirie unité 75%	7 572
Capital règl. 194 St-Paulin/St-Élie voirie	25 000
Remb R-194 St-Paulin/St-Elie Aqueduc	2 990
Remb R-194 St-Paulin/St-Elie Egout	3 510
Remb. R-194 aqueduc gouv.	6 854
Remb. R-194 égout gouv.	8 046
Règl. 214 aqueduc – emp.23-01	7 281
Remb R-214 Egout 23-01	6 342
Remb R-214 Voirie riverain 23-01	6 113
Règl. 214 voirie ensemble emp. 23-01	2 064
Règl. 260 Pluie abondante	35 516
Règl. 242 Concession, Allumettes	14 900
Règl. 242 Concession, Allumettes, Gouv.	29 900
Remb. Règl. 260 Voirie gouv.	9 784

TOTAL REMBOURSEMENT EN CAPITAL

1 083 196

TRANSFERT À L'ÉTAT DES ACTIVITÉS D'INVEST.

Outillage	6 500
Équipement et vêtement incendie	8 000
Centre multiservice Réal-U.-Guimond	2 000
Bibliothèque	2 000
Equipements	5 075

TOTAL TRANSFERT À L'ÉTAT DES ACT. D'

23 575

TOTAL AUTRES ACTIVITÉS FINANCIÈRES

1 106 771

**SURPLUS (DÉFICIT)
ACCUMULÉ – NON AFFECTÉ**

Remb. Affectation fonds roulement égout Baluchon	10 319
Remb. Affectation fonds roulement écocentre	11 289
Remb. Affectation fonds roulement équipement voirie	<u>1 511</u>

**TOTAL SURPLUS (DÉFICIT)
ACCUMULÉ – NON AFFECTÉ**

23 119

FONDS RÉSERVES

Réserve évaluation

5 040

TOTAL FONDS RÉSERVES

28 159

TOTAL DES DÉPENSES

3 450 231

ANNEXE B
PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	Coût	Transfert des activités financières	Fond de roulement	Subvention			Revenu reporté Carrière/Sablère	Financement total
				PSPS	REGIS	TECQ		
SÉCURITÉ PUBLIQUE								
Équipement								
Habits de combats : Boyaux :	4 700.00 \$ 3 300.00 \$	4 700.00 \$ 3 300.00 \$						4 700.00 \$ 3 300.00 \$
TRANSPORT								
Équipement								
Conteneur maritime : **Marqueur de la chaussée :	3 500.00 \$ 1 575.00 \$	3 500.00 \$ 1 575.00 \$						3 500.00 \$ 1 575.00 \$
Outils								
Génératrice portative : Voirie autre :	2 500.00 \$ 1 500.00 \$	2 500.00 \$ 1 500.00 \$						2 500.00 \$ 1 500.00 \$
Éclairage public	6 000.00 \$		6 000.00 \$					6 000.00 \$
Pavage et réparation extrémité rue Plourde et servitude	55 520.00 \$		55 520.00 \$					55 520.00 \$
HYGIÈNE DU MILIEU								
Echantillonneur portatif	2 500.00 \$	2 500.00 \$						2 500.00 \$
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE								
Immeuble "Fabrique"	150 587.00 \$				150 587.00 \$			150 587.00 \$
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT								
Aménagement parc du Petit Gallet	35 679.00 \$		35 679.00 \$					35 679.00 \$
LOISIRS ET CULTURE								
Panneau coin Dampousse et Bergeron	2 000.00 \$	2 000.00 \$						2 000.00 \$
Chute à livres	2 000.00 \$	2 000.00 \$						2 000.00 \$
Total :	271 361.00 \$	23 575.00 \$	97 199.00 \$	- \$	- \$	150 587.00 \$	- \$	271 361.00 \$

**** Achat conjointement avec trois autres municipalités.**

ANNEXE C
REGLEMENT NO 273

PT-1

PROGRAMME DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS
ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROJETS
ANNÉES: 2021 -2022 -2023

Numéro du Projet	Titre	Répartition des dépenses selon les périodes de réalisation (000 \$)										Dépenses ultérieures au programme	Total du projet	
		Dépenses antérieures au programme	Programme triennal			Total des trois années	Dépenses ultérieures au programme	Total du projet						
			Année: 2021	Année: 2022	Année: 2023									
2011-5	Panneau Hunterstown			2 000		2 000							2 000	
2021-1	Amélioration réseau routier		50 000	50 000	100 000								100 000	
2021-2	Armeublement		5 000	5 000	10 000								10 000	
2015-12	Borne-fontaine sèche	5 386	22 500	22 500	22 500								27 886	
2021-3	Informatique		2 000	2 000	4 000								4 000	
2021-4	Eclairage routier		6 000	4 000	14 000								14 000	
2019-3	Boyau incendie		3 300		3 300								3 300	
2019-4	Habits de combats		4 700		4 700								4 700	
2019-5	Panneau incendie réservoir rue Brodeur		25 000		25 000								25 000	
2020-10	Immeuble Fabrique	47 462	150 587		150 587								198 049	
2021-5	Conteneur maritime		3 500		3 500								3 500	
2021-6	Marqueur de la chaussée		1 575		1 575								1 575	
2021-7	Génératrice portative		2 500		2 500								2 500	
2021-8	Voire - autres		1 500		1 500								1 500	
2021-9	Pavage extrémité rue Plourde		55 520		55 520								55 520	
2021-10	Echantillonneur portatif		2 500		2 500								2 500	
2021-11	Parc Petit Galet		35 679		35 679								35 679	
2021-12	Panneau coin Dampousse / Bergeron		2 000		2 000								2 000	
2021-13	Chûte à livres		2 000		2 000								2 000	
	Total	52 848	271 361	108 500	63 000	442 861							495 709	

Nombre de projets:

1. Si le tableau comprend plus d'une page, ne pas inscrire de totaux partiels.

2. Le total de chaque colonne doit équilibr respectivement le total des colonnes des pages 6 et 7.

**PROGRAMME DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS
RÉPARTITION DES DÉPENSES EN
IMMOBILISATIONS PAR FONCTIONS,
ANNÉES: 2021 -2022 -2023**

Fonctions	Répartition des dépenses selon les périodes de réalisation (000 \$)						
	Dépenses antérieures au programme	Année: 2021	Année: 2022	Année: 2023	Total des trois années	Dépenses ultérieures au programme	Total
Administration générale			7 000	7 000	14 000		14 000
Sécurité publique	5 386	8 000	47 500		55 500		60 886
Transport		70 595	54 000	54 000	178 595		178 595
Hygiène du milieu		2 500			2 500		2 500
Santé et bien-être	47 462	150 587			150 587		198 049
Aménagement, urbanisme et développement		35 679		2 000	37 679		37 679
Loisirs et culture		4 000			4 000		4 000
Électricité							
Total 2	52 848	271 361	108 500	63 000	442 861		495 709

1. Inscrire dans cette page, pour l'ensemble des projets, l'information qui apparaît à la section 3 de tableaux des fiches de projet.

2. Le total de chaque colonne doit équilibr respectivement le total des colonnes des pages 5 et 7.

**PROGRAMME DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS
RÉPARTITION DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS
SELON LES MODES DE FINANCEMENT PERMANENT ¹
ANNÉES: 2021 -2022 -2023**

	Répartition des dépenses selon les périodes de réalisation (000 \$)					
	Dépenses antérieures au programme	Programme triennal			Dépenses ultérieures au programme	Total
		Année: 2021	Année: 2022	Année: 2023		
Modes de financement permanent						
Emprunts à long terme						
Sommes à être transférées à l'état des activités d'investissement:						
- Revenus de taxes						
- Quotes-parts	5 386	23 575	108 500	63 000	195 075	200 461
- Autres Subvention	47 462	150 587			150 587	198 049
Réserves financières						
Fonds de roulement		97 199			97 199	97 199
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés						
Autres (surplus et autres fonds réservés)						
Total ²	52 848	271 361	108 500	63 000	442 861	495 709

¹. Inscrire dans cette page, pour l'ensemble des projets, l'information qui apparaît à la section 4 de chacune des fiches de projet.

². Le total de chaque colonne doit équilibrer respectivement le total des colonnes des pages 5 et 6.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Prévisions des émissions de titres à long terme ¹ (000 \$)

	Années du programme		
	Année: 20	Année: 20	Année: 20
Emprunts initiaux			Total
Refinancements			
Total	0		0

Prévision de la richesse foncière uniformisée ² (000 \$)

	Années du programme			Années ultérieures:
	Année: 2021	Année: 2022	Année: 2023	
Richesse foncière uniformisée, au dépôt du rôle ³	130 640 000	133 252 800	135 917 856	
Pourcentage d'augmentation		2%	2%	
Proportion médiane du rôle d'évaluation	0.96% ⁴	0.96% ⁴	0.96% ⁴	
			<	

1. Ces données ne se limitent pas aux seuls projets inscrits au programme des dépenses en immobilisations.

2. Omettre s'il s'agit d'une règle intermunicipale.

3. Il s'agit de la richesse foncière uniformisée telle que définie à l'article 261.1 de la Loi sur la fiscalité municipale. Celle-ci correspond à la valeur inscrite au rôle et ne tient pas compte de l'ajustement de la variation de valeur des unités d'évaluation administrables, en vertu de l'article 253.7 de la Loi sur la fiscalité municipale.

4. Inscrire la proportion médiane estimative pour ces années.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Répartition des dépenses de chaque projet selon les modes de financement permanent (000 \$)

Numéro de projet	Emprunts à long terme par règlement				Autres emprunts à long terme ²	Autres modes ³		Total du projet	Mémo Subventions applicables au service de la dette
	Approuvés par le MAMR	À faire approuver				Code	Montant		
		Règlement n°	Montants ¹	Programme triennal					
		Année: 2021	Année: 2022	Année: 2023					
2011-5						2c	2 000		
2021-1						2c	100 000		
2021-2						2c	10 000		
2015-12						2c	27 886		
2021-3						2c	4 000		
2021-4						2c et 3	14 000		
2019-3						2c	3 300		
2019-4						2c	4 700		
2019-5						2c	25 000		
2020-10						2a	198 049		
2021-5						2c	3 500		
2021-6						2c	1 575		
2021-7						2c	2 500		
2021-8						2c	1 500		
2021-9						3	55 520		
2021-10						2c	2 500		
2021-11						3	35 679		
2021-12						2c	2 000		
2021-13							2 000		
Total ⁴		0	0	0			495 709	495 709 ⁵	
							Nombre de projets		

1. Exclure toute partie du montant d'emprunt approuvé qui excède le montant requis pour financer le projet.

2. Y compris la partie du financement à long terme d'un projet d'assainissement des eaux assumée par la municipalité ou la région.

3. Un montant doit figurer en regard de chaque numéro de code concerné. Au besoin, utiliser plus d'une ligne par projet. Dans le cas des subventions, inscrire que celles auxquelles la municipalité ou la région est éligible en vertu d'un programme d'aide gouvernemental, y compris la participation de la SOAE au financement d'un projet d'assainissement des eaux; exclure les subventions applicables au service de la dette et toute autre subvention qui se comptabilisent pour les activités financières.

4. Pour chaque mode de financement, le total doit correspondre à celui de la PT-3 (dans le cas des emprunts à long terme, on doit considérer la somme des «Emprunts à long terme par règlements» et des «Autres emprunts à long terme»).

5. Ce total doit évaluer le total des dépenses par projet au tableau PT-1.

Inscrire le code approprié

2 a). Subventions

2 b). Revenus de taxes

2 c). Autres

3. Fonds de roulement

4. Autres fonds

5. Soldes disponibles des règlements d'emprunt

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Autres règlements d'emprunt à faire approuver par le MAMR¹ (000 \$)

Objet du règlement	Années du programme			Total
	Année: 2021	Année: 2022	Année: 2023	
Consolidation de dettes				
Déficit d'opérations courantes				
Pertes sur change				
Autres (spécifier)				
Autres fins				
Frais de financement				
Autres (spécifier)				
Total				

1. Ne comprend pas les règlements d'emprunt pour financer des projets inscrits au programme des dépenses en immobilisations.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Projets inscrits au programme précédent et ne figurant pas au présent programme (ANNEES 2021 -2022 -2023)
ou y figurant sous un autre numéro

Numéro de projet au programme précédent	Titre	Motif de l'absence (code) ²	Numéro du projet au présent programme ¹	Explications
2014-9	Equipement garage	2		
2020-1	Amélioration réseau routier	4	2021-1	
2020-2	Ameublement	4	2021-2	
2020-3	Informatique	4	2021-3	
2020-4	Bloc sanitaire 4 Coins	1	2021-4	
2020-5	Eclairage routier	4		
2018-8	Debroussaillouse	1		
2018-9	Broyeur déchiqueteur	2		
2019-7	Ecocentre	1		
2020-6	Sources / réservoir			Avec acceptation au ministère de l'Environnement
2020-7	Remorque	2		
2020-8	Balai rotatif	2		
2020-9	Détecteur de fuite	1		

1. On ne doit pas remplir cette colonne que pour les projets rénumérotés (code 4).

2. Code: 1. Terminé
2. Abandonné
3. Reporté
4. Rénuméroté

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Nature des immobilisations	Répartition des dépenses selon les périodes de réalisation (000 \$)					
	Dépenses antérieures au programme	Programme triennal			Dépenses ultérieures au programme	Total
		Année: 2021	Année: 2022	Année: 2023		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	55 520	50 000	50 000	155 520	155 520	
Approvisionnement et traitement de l'eau						
Traitement des eaux usées						
Réseaux d'eau et d'égout						
Autres infrastructures	5 386	51 500	4 000	97 179	102 565	
Réseau d'électricité						
Édifices administratifs						
Édifices communautaires et récréatifs	47 462			152 587	200 049	
Améliorations locales						
Véhicules						
Ameublement et équipement de bureau		7 000	7 000	14 000	14 000	
Machinerie, outillage et équipement	21 575			21 575	21 575	
Terrains						
Autres				2 000	2 000	
Total¹	52 848	108 500	63 000	442 861	495 709	

1. Le total de chaque colonne doit être le même que sur les tableaux PT-1, PT-2 et PT-3.

EXTRAIT DU REGISTRE PUBLIC DES DÉCLARATIONS FAITES PAR UN MEMBRE DU CONSEIL DÉPÔT

Conformément à l'article 6 de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale*, le secrétaire-trésorier dépose un extrait du registre public des déclarations faites par un membre du conseil pour la période du 4 décembre 2019 au 2 décembre 2020.

Le registre public ne contient aucune mention.

**HORAIRE DU BUREAU MUNICIPAL
POUR LA PÉRIODE DES FÊTES**

Résolution no 308-12-2020

Il est proposé par madame Laurence Requilé, appuyé par monsieur André St-Louis, et il est résolu:

- Pour la période des Fêtes, que le bureau municipal, soit fermé au public, du 23 décembre 2020, à 15 h 00 jusqu'au 4 janvier 2021, 10 h.

=====

Conformément à l'article 164 du Code municipal, monsieur le maire soumet cette proposition au vote des membres du conseil municipal. Tous les conseillers présents se prononcent en faveur de l'adoption de cette résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

**PRÉSENTATION D'UN PROJET
EMPLOIS D'ÉTÉ CANADA 2021
POUR UN POSTE DE RELATIONNISTE ET
POUR UN POSTE DE PRÉPOSÉ AUX PARCS ET ESPACES VERTS**

Résolution no 309-12-2020

Il est proposé par monsieur Mario Lessard, appuyé par madame Laurence Requilé, et il est résolu :

- Que la municipalité de Saint-Paulin accepte la responsabilité du projet Emplois d'été Canada 2021, présenté, pour une période de douze (12) semaines, pour un (1) poste de relationniste et pour un (1) poste de préposé aux parcs et espaces verts;
- Que Ghislain Lemay, directeur général, soit autorisé, au nom de la municipalité de Saint-Paulin, à signer tout document officiel concernant ledit projet et ce, avec le gouvernement du Canada;
- Que la municipalité de Saint-Paulin s'engage par son représentant à couvrir tout coût excédant la contribution allouée par le gouvernement du Canada, dans l'éventualité où le projet soumis serait subventionné.

=====

Conformément à l'article 164 du Code municipal, monsieur le maire soumet cette proposition au vote des membres du conseil municipal. Tous les conseillers présents se prononcent en faveur de l'adoption de cette résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

**PG SOLUTIONS INC.
RENOUVELLEMENT DES CONTRATS**

Résolution no 310-12-2020

Il est proposé par monsieur André St-Louis, appuyé par monsieur Jacques Frappier, et il est résolu de renouveler avec *PG Solutions Inc.* C/O 210190, Case postale 11728, Succursale Centre-Ville, Montréal, Québec, H3C 6P7, les contrats suivants pour la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021 :

- Contrat d'entretien et soutien des applications urbanisme au coût de 4 495.00 \$, taxes applicables en sus;
- Contrat d'entretien et soutien des applications administration au coût de 6516.00\$, taxes applicables en sus;
- Contrat de soutien surveillance des copies de sécurité, au coût de 837.00\$, taxes applicables en sus.

=====
 Conformément à l'article 164 du Code municipal, monsieur le maire soumet cette proposition au vote des membres du conseil municipal. Tous les conseillers présents se prononcent en faveur de l'adoption de cette résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

PLAN STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT 2017-2021
COMPTE-RENDU DU SECTEUR « ADMINISTRATION GÉNÉRALE »

Aucune information supplémentaire n'a été donnée.

DÉMARCHE DE REGROUPEMENT DES SERVICES D'INCENDIE
DE LA MRC DE MASKINONGÉ
PHASE 2: DÉCLARATION D'ENGAGEMENT

Résolution no 311-12-2020

Considérant la recommandation du coroner M^c Cyrille Delage, suite aux événements de l'Isle Verte survenus en 2014, de regrouper les services incendie;

Considérant l'encouragement du ministère de la Sécurité publique et du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation à procéder au regroupement des services incendie;

Considérant l'étude d'opportunité réalisée à la MRC de Maskinongé en 2017;

Considérant l'étude de faisabilité conduite par les municipalités de Saint-Barnabé, Saint-Boniface, Sainte-Ursule, Saint-Étienne-des-Grès, Saint-Mathieu-du-Parc et Saint-Paulin, en 2018, 2019 et 2020;

Considérant la proposition globale de regroupement présentée aux municipalités, le 25 février 2020;

Considérant notre résolution d'intention numéro 56-03-2020, adoptée lors de la séance ordinaire du 4 mars 2020;

Considérant les données quantitatives mises à jour, présentées à la séance d'information tenue par vidéoconférence le 10 novembre 2020;

Considérant que les municipalités candidates au regroupement ont convenu de signifier leur déclaration d'engagement avant le 20 décembre 2020;

Pour ces motifs, il est proposé par madame Claire Boucher, appuyé par madame Laurence Requilé, et il est résolu de signifier au coordonnateur de la MRC de Maskinongé, l'engagement de la municipalité de Saint-Paulin à participer à la future Régie des services de sécurité incendie regroupés de la MRC de Maskinongé.

=====

Conformément à l'article 164 du Code municipal, monsieur le maire soumet cette proposition au vote des membres du conseil municipal. Tous les conseillers présents se prononcent en faveur de l'adoption de cette résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

SERVICE DE PROTECTION CONTRE LES INCENDIES
DIVERS ACHATS

Résolution no 312-12-2020

Il est proposé par madame Claire Boucher, appuyé par monsieur André St-Louis, et il est résolu d'autoriser les achats suivants pour le Service de protection contre les incendies de Saint-Paulin :

Nature de l'achat	Coût unitaire	Coût total
- 2 habits de combat	1765.00\$	3530.00\$
- 1 casque	800.00\$	800.00\$
- 8 boyaux 1½ pouces	165.00\$	1320.00\$
- 8 boyaux 2½ pouces	232.00\$	<u>1856.00\$</u>
	Coût total avant taxes	7506.00\$

=====

Conformément à l'article 164 du Code municipal, monsieur le maire soumet cette proposition au vote des membres du conseil municipal. Tous les conseillers présents se prononcent en faveur de l'adoption de cette résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

PLAN STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT 2017-2021
COMPTE-RENDU SECTEUR « SÉCURITÉ PUBLIQUE »

Madame Claire Boucher, conseillère répondante du secteur «Sécurité publique» a donné l'information suivante :

Les municipalités intéressées par le regroupement des services de sécurité incendie de la MRC de Maskinongé, ont jusqu'au 20 décembre 2020, pour faire parvenir leur résolution d'engagement.

OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT
AVIS PUBLIC INFORMANT LES CONTRIBUABLES

Résolution no 313-12-2020

Considérant qu'il y a lieu de demander la collaboration des contribuables concernant les opérations de déneigement d'une voie publique incluant les trottoirs, sur le territoire de la municipalité de Saint-Paulin, afin d'en faciliter leurs réalisations;

Pour ce motif, il est proposé par monsieur le maire Claude Frappier, appuyé par monsieur le conseiller Mario Lessard, et il est résolu :

- De demander la collaboration des contribuables concernant les diverses opérations de déneigement des voies publiques, incluant les trottoirs sur le territoire de la municipalité;
- Que la demande de collaboration se fasse par l'avis public, ci-dessous reproduit lequel sera publié dans la prochaine édition de L'Ajout municipal,

sur le site internet de la municipalité, ainsi qu'aux endroits d'affichage de la municipalité.

AVIS PUBLIC OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT

Avis public est par la présente donné par le directeur général et secrétaire-trésorier de la municipalité de Saint-Paulin, que lors de la séance ordinaire du 2 décembre 2020, les membres du Conseil municipal ont adopté une résolution demandant d'informer les contribuables concernant les **opérations de déneigement d'une voie publique laquelle inclut les trottoirs.**

D'abord, selon la *Loi sur les compétences municipales*, **une voie publique** inclut toute route, chemin, rue, ruelle, place, pont, voie piétonnière ou cyclable, trottoir ou autre voie qui n'est pas du domaine privé ainsi que tout ouvrage ou installation, y compris un fossé, utile à leur aménagement, fonctionnement ou gestion.

De plus, l'article 69, de ladite Loi stipule que :

69. Toute municipalité locale peut projeter la neige qui recouvre une voie publique sur les terrains privés contigus.

Donc, par la présente, votre Conseil municipal demande la collaboration de tous les citoyens, afin de faciliter cet hiver les opérations de déneigement, auprès de l'entrepreneur et auprès **des employés municipaux principalement lors du dégagement de trottoirs.**

Il est entendu que les citoyens ne peuvent mettre la neige de leur propriété dans le chemin, de l'autre côté de la voie de circulation et qu'ils ne peuvent empêcher le dégagement de trottoirs en avant de leur propriété.

Les opérations de déneigement amènent des inconvénients à certains citoyens, cependant le **Conseil municipal** ne tolérera pas que des citoyens menacent, intimident, etc., l'entrepreneur et son personnel, le personnel municipal ou bien qu'ils les empêchent de faire leur travail, par tout moyen.

DONNÉ À Saint-Paulin, ce

=====

Conformément à l'article 164 du Code municipal, monsieur le maire soumet cette proposition au vote des membres du conseil municipal. Tous les membres du Conseil se prononcent en faveur de l'adoption de cette résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

PLAN STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT 2017-2021 COMPTE-RENDU DU SECTEUR « TRANSPORT »

Monsieur le maire donne l'information suivante :

- Lettre de madame Patricia Beaudry, directrice de la planification et de la gestion des infrastructures, datée du 4 novembre 2020 et envoyée par courriel, concernant notre résolution 240-09-2020 : Problématique de vitesse excessive rang Renversy, à Saint-Paulin.

SITE DE RECYCLAGE DES RÉSIDUS VERTS ENTENTE DE PARTENARIAT AVEC FERME NORMAND BERGERON ENR.

Résolution no 314-12-2020

Il est proposé par madame Laurence Requilé, appuyé par monsieur Jacque Frappier, et il est résolu de renouveler avec Ferme Normand Bergeron enr.

l'entente concernant le site de recyclage des résidus verts, pour l'année 2021, cependant le montant de la compensation versée sera 575\$ annuellement.

Les autres conditions demeurent inchangées.

Que monsieur Claude Frappier, maire et monsieur Ghislain Lemay, directeur général, soient autorisés à signer l'entente pour et au nom de la municipalité de Saint-Paulin.

Il est aussi résolu de remercier Ferme Normand Bergeron enr., pour sa participation dans cette entente de partenariat avec la Municipalité.

=====
Conformément à l'article 164 du Code municipal, monsieur le maire soumet cette proposition au vote des membres du conseil municipal. Tous les conseillers présents se prononcent en faveur de l'adoption de cette résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

**DOSSIER ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES ET D'AQUEDUC,
SECTEUR LAC-BERGERON
DEMANDE DE RÉCEPTION DÉFINITIVE DES OUVRAGES EXCLUANT
LE POSTE DE POMPAGE
REPORT**

Résolution no 315-12-2020

Considérant la demande de réception définitive des ouvrages excluant le système de pompage et la conduite de refoulement dans le dossier d'assainissement des eaux usées du secteur du Lac-Bergeron (Contrat P17-1098-00);

Considérant que depuis la visite du 5 novembre 2020, sur les lieux, une problématique au niveau d'un mini-poste de pompage a été signalé;

Considérant que les membres du Conseil municipal ont pris connaissance des échanges des différents intéressés, dont la lettre datée du 24 novembre 2020 que monsieur Paul Roy, de MEI Assainissement inc. a remis à monsieur André Bellefeuille, contribuable dont la propriété est concernée par la problématique du mini-poste de pompage;

Considérant que ces échanges font en sorte que les membres du Conseil ont besoin d'explications supplémentaires avant d'accorder la réception définitive des ouvrages ou du montant qui devrait être retenu;

Pour tous ces motifs, il est proposé par madame Laurence Requilé, appuyé par monsieur Jacques Frappier, et il est résolu de reporter à la séance d'ajournement du 16 décembre 2020, à 19h30, d'accorder ou non la réception définitive des ouvrages excluant le poste de pompage, concernant les travaux d'assainissement des eaux usées et d'aqueduc, secteur du Lac-Bergeron et de retenir un montant, s'il y a lieu.

=====
Conformément à l'article 164 du Code municipal, monsieur le maire soumet cette proposition au vote des membres du conseil municipal. Tous les conseillers présents se prononcent en faveur de l'adoption de cette résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

**FORMATION SPÉCIFIQUE POUR LES OPÉRATEURS MUNICIPAUX
EN ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES
OW – 2 ÉTANG AÉRÉ**

Résolution no 316-12-2020

Il est proposé par madame Laurence Requilé, appuyé par madame Claire Boucher, et il est résolu d'autoriser, monsieur Alexis Samson, à suivre la formation spécifique pour les opérateurs municipaux en assainissement des eaux usées **OW- Étang aéré**, offerte par le CÉGEP de Shawinigan.

Les frais d'inscription au montant de 117\$ ainsi que les frais de formation au montant de 2800\$, taxes applicables en sus seront à la charge de la municipalité, ainsi que tous les autres frais occasionnés pour suivre ladite formation.

=====
Conformément à l'article 164 du Code municipal, monsieur le maire soumet cette proposition au vote des membres du conseil municipal. Tous les conseillers présents se prononcent en faveur de l'adoption de cette résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

**PLAN STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT 2017-2021
COMPTE-RENDU DU SECTEUR « HYGIÈNE DU MILIEU »**

Madame Laurence Requilé, conseillère répondante du secteur « Hygiène du milieu » a fait part du courriel suivant :

- Courriel daté du 17 novembre 2020, provenant de l'équipe des redevances pour l'élimination, Direction des matières résiduelles, ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, concernant l'indexation des redevances 2021, ainsi que la fusion des redevances.

**PLAN STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT 2017-2021
COMPTE-RENDU SECTEUR « SANTÉ ET BIEN-ÊTRE DES CITOYENS »**

Il n'y avait aucun sujet.

**LE COMITÉ INDUSTRIEL DE SAINT-PAULIN INC.
VERSEMENT DE LA DEUXIÈME TRANCHE POUR L'ANNÉE 2020**

Résolution no 317-12-2020

Il est proposé par monsieur André St-Louis, appuyé par monsieur Mario Lessard, et il est résolu d'autoriser le versement à Le Comité industriel de Saint-Paulin inc., de la deuxième tranche de la subvention 2020, au montant de 23 488.73\$.

=====
Conformément à l'article 164 du Code municipal, monsieur le maire soumet cette proposition au vote des membres du conseil municipal. Tous les conseillers présents se prononcent en faveur de l'adoption de cette résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

**CORPORATION DES OFFICIERS MUNICIPAUX EN BÂTIMENT ET EN
ENVIRONNEMENT DU QUÉBEC (COMBEQ)
ADHÉSION 2021, DU TECHNICIEN À L'AMÉNAGEMENT ET À
L'URBANISME**

Résolution no 318-12-2020

Considérant que selon l'entente signée entre les municipalités de Charette, Saint-Barnabé et Saint-Paulin, en 2021, il reviendra à notre municipalité d'effectuer la gestion de l'entente;

Pour ce motif, il est proposé par monsieur André St-Louis, appuyé par monsieur Jacques Frappier, et il est résolu que ce Conseil autorise l'adhésion de monsieur Mario Dion., technicien à l'aménagement et à l'urbanisme, pour l'année 2021, à la Corporation des officiers municipaux en bâtiment et en environnement du Québec, au nom des trois municipalités.

Le montant de la cotisation annuelle est de 380\$, taxes applicables en sus. Ce montant sera réparti entre les trois municipalités selon l'entente.

=====
Conformément à l'article 164 du Code municipal, monsieur le maire soumet cette proposition au vote des membres du conseil municipal. Tous les conseillers présents se prononcent en faveur de l'adoption de cette résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

PLAN STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT 2017-2021
COMPTE-RENDU SECTEUR « AMÉNAGEMENT, URBANISME ET ZONAGE »

Monsieur André St-Louis, conseiller répondant du secteur «Aménagement urbanisme et zonage», n'a pas donné d'information supplémentaire.

O.T.J. SAINT-PAULIN INC.
SUBVENTION 2020

Résolution no 319-12-2020

Il est proposé par monsieur Jacques Frappier, appuyé par madame Claire Boucher, et il est résolu que le montant de la subvention alloué à l'O.T.J. St-Paulin, pour l'année 2020, soit 10 000\$.

=====
Conformément à l'article 164 du Code municipal, monsieur le maire soumet cette proposition au vote des membres du conseil municipal. Tous les conseillers présents se prononcent en faveur de l'adoption de cette résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE
ANNULATION DU BUDGET
POUR L'ACHAT DE LIVRES POUR L'ANNÉE 2020

Résolution no 320-12-2020

Pour des restrictions budgétaires et pour compenser l'acquisition de la chute à livres, il est proposé, appuyé et il est résolu d'annuler le budget prévu pour l'année 2020, pour l'achat de livres.

=====
Conformément à l'article 164 du Code municipal, monsieur le maire soumet cette proposition au vote des membres du conseil municipal. Tous les conseillers présents se prononcent en faveur de l'adoption de cette résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

**FONCTIONNEMENT DE LA PATINOIRE
SAISON 2020-2021, POUR TENIR COMPTE
DES DIRECTIVES DE LA SANTÉ PUBLIQUE**

Résolution no 321-12-2020

Il est proposé par monsieur Jacques Frappier, appuyé par monsieur Mario Lessard, et il est résolu que la patinoire extérieure sera aménagée pour la saison hivernale 2020-2021, mais que pour être en mesure de respecter les directives de la Santé publique, à cause de la Covid 19, le local Place Vadeboncoeur, à l'intérieur du Centre multiservice Réal-U.-Guimond, habituellement ouvert pour y chausser les patins sera quant à lui fermé.

De plus, les consignes à respecter par les usagers seront affichées.

Il est entendu que si les directives de la Santé publique devenaient moins restrictives, la présente décision serait réévaluée.

=====

Conformément à l'article 164 du Code municipal, monsieur le maire soumet cette proposition au vote des membres du conseil municipal. Tous les conseillers présents se prononcent en faveur de l'adoption de cette résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

**PLAN STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT 2017-2021
COMPTE-RENDU SECTEUR « CULTURE ET LOISIRS »**

Monsieur Claude Frappier, conseiller répondant du secteur «Culture et loisirs» a fait part du communiqué de Réseau Biblio du Centre-du-Québec, de Lanaudière et de la Mauricie annonçant que 27 municipalités de leur réseau bénéficieront des avantages de mettre une chute à livres à la disposition de leurs citoyens, dont notre bibliothèque.

PAROLE AU PUBLIC

La séance s'est tenue à huis clos et aucune demande écrite ou autre n'a été faite.

**AJOURNEMENT DE LA SÉANCE AU MERCREDI 16 DÉCEMBRE 2020
À 19H30**

Résolution no 322-12-2020

Il est proposé par monsieur André St-Louis, appuyé par madame Claire Boucher, et il est résolu que la séance soit ajournée au mercredi 16 décembre 2020 à 19h30. Il est 20h55.

=====

Conformément à l'article 164 du Code municipal, monsieur le maire soumet cette proposition au vote des membres du conseil municipal. Tous les conseillers présents se prononcent en faveur de l'adoption de cette résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Signé : _____ maire

Signé : _____ secrétaire-trésorier

Je, Claude Frappier, maire, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.

Signé : _____ maire